

Jean-Paul Damaggio

PS et PCF en 1984 en Tarn et Garonne Documents et leur analyse

Sommaire

Le PS

Document : une conférence de presse historique

Le PCF

Document : une étude pour le 25 ème Congrès

"Une idée n'est bonne que par les moyens
que l'on a de la mettre un œuvre."
Anonyme (6 ème siècle avant Jésus-Christ)

"...Or, Piaget affirme : "Comprendre, c'est inventer." Ce qui est la mise en cause la plus radicale qui soit du mode d'enseignement de l'école traditionnelle : je t'explique, tu comprends. Alors que justement, tu ne peux pas comprendre PARCE QUE je t'explique."
(Souligné par l'auteur H. Bassis dans *Je cherche donc j'apprends* Editions sociales 1984)
Mes citations sont hors sujet mais je les aime.

Le contexte en quelques dates :

Pour le PCF et le PS :

17 juin 1984 : Bureau Politique suite à l'échec des européennes

26 et 27 juin 1984 : le Comité Central où le rapport de Poperen est éliminé

19 juillet : annonce du départ des ministres PCF

3 août : Bureau Politique décisif contre les «liquidateurs»

17, 18 et 19 septembre le Comité Central contre Juquin (six abstentions : Juquin, Damette, Rigout, Zamicheï, Tricart et Ellen Constans).

9 à 10 février 1985 : trois contestataires sont élus au Congrès (Juquin, Damette, Rigout) ; les autres rejetés.

Mars 1985 : les élections cantonales.

15 avril 1985 : Renversement d'alliances à la mairie de Castelsarrasin, le groupe PCF assure l'élection du nouveau maire radical M. Molina à la place de M. Montet soutenu par le PS (au même moment Marcel Guiche devient Conseiller régional avec l'appui du PRG et premier adjoint au maire).

27 avril 1985 : Le livre sur le PCF dans la Résistance fêté avec Gaston Plissonnier

9 juin 1985 : Fête du PCF à Albias avec Jacques Chambaz et Mama Bea

9 octobre 1985 : Le PS du 82 et sa position face au MRG

11-12-13 octobre : le Congrès du PS à Toulouse

Références :

Michel Cardoze, Nouveau voyage à l'intérieur du Parti communiste Français, Fayard, 1986 pages 117 à 140

Pierre Juquin : De battre mon cœur n'a jamais cessé, L'archipel, 2006, pages 523 à 553

Quelques chiffres : cantonales 1985

Cantons	PCF		PS	
	% 1979	% 1985	% 1979	% 1985
Montauban 1	13,6	6,2	26	27,4
Moissac II	22,7	13,6	29,6	16,1
Lafrançaise	6,2	3,5	40,8	46,1
Valence	13,8	6	13,6	8,2
Lauzerte	7,3	4	6,3	40,9
Montaigu	10,7	5,3	10,5	9,4
Monclar	20,9	5,9		24
Castel	18,1	11,4	22,7	29,4
Beaumont	17,1	9,8	32,7	30,2
Caussade	11,9	7,33	25,6	30,5
Montpezat	8,3	4,7		6,7
St Antonin	16,2	7,1	26	23,5
Grisolles	16	10,7	14	22,5

Slogan national : « l'influence du PCF se redresse légèrement. » (en comparant avec les européennes de 1984 mais pas par rapport aux cantonales de 1979).

Candidats	PCF	PS
Montauban 1	Bernard Frauciel	Albert Cavaillé
Moissac II	J-Louis Danis	Rolland Roux
Lafrançaise	Hervée Brel	Hervé Sabatier
Valence	Hélène Labau	Robert Cristin
Lauzerte	M-Rose Loras	Marcel Dalquié
Montaigu	Guy Bedel	Bernard Barral
Monclar	Hubert Auréjac	Bernard Coustal
Castel	Michel Métais	Pierre Montet
Beaumont	Gérard Tartanac	Henri Fontagnère
Caussade	Victor Salvador	José Ibarz
Montpezat	Yves Batitrand	
St Antonin	Guy Bastide	André Massat
Grisolles	Gérard Calvo	Jean-Pierre Lacourt

Introduction

1984-2014, d'une élection européenne à l'autre : un anniversaire que des documents de mes archives m'ont incité à fêter par ce livre.

Je n'ai aucune confiance en mes souvenirs même s'ils frappent souvent et malencontreusement à ma porte, j'insiste donc, il s'agit ici de documents qui permettent de revivre en direct un tournant de l'histoire politique du département. Alors que certains pensaient, surtout au Parti socialiste, que la décennie en vue allait signer la fin du radicalisme, c'est l'inverse qui s'est produit ! Bien sûr, c'est seulement après les événements révélés en 1984-1985 qu'on vérifiera que le Tarn-et-Garonne a basculé.

Pour le PCF, son tournant n'est pas seulement local ; en Tarn-et-Garonne son influence a toujours été limitée sauf de 1945 à 1956. Son échec cuisant aux Européennes de 1984 fut national et, loin d'être passager comme l'a expliqué la direction du PCF, il est devenu structurel.

La question en jeu avait un nom très connu à l'époque : «union de la gauche», cette union que le PCF avait réclamée depuis des décennies et qui a conduit à la marginalisation... du PCF. J'étais alors, encore membre de ce parti, mais déjà sur la marge, sans imaginer un seul instant la suite des événements, et une suite rapide en 1986-1987.

Il est toujours difficile de prendre une seule tranche d'histoire aussi courte, mais je fais confiance au lecteur, à la lectrice qui saura élargir le regard aux années précédentes et suivantes.

J'ai donné quelques brefs éléments pour saisir le contexte mondial et local. Il en faudrait d'autres pour comprendre l'enchaînement qui va se produire et qui va conduire par exemple à l'élimination de la gauche à la mairie de Castelsarrasin, à partir de 1989.

Ce retour sur le passé, comme tant d'autres, peut éclairer les uns et les autres quant à l'action politique d'aujourd'hui. Tout particulièrement, ceux qui aspirent à une société de progrès, laïque, démocratique et sociale.

En 1985 le PCF va lancer par la bouche de Georges Marchais une grande campagne contre le PS, « cet allié de la droite », le même Georges Marchais qui désignera pour lui succéder un responsable qui renouera avec le PS en poussant pour la présence de ministres communistes de 1977 à 2002 et qui aujourd'hui est sénateur aux côtés du parti radical (hier le MRG et à présent le PRG). L'histoire a de ces retournements !

Ceci étant, en 2014, le discours du Marchais de 1984 est surtout repris par Jean-Luc Mélenchon... membre du PS jusqu'en 2008 ! Je serais triste si demain il finissait comme le dirigeant communiste de 1984 !



La Une de Libération 14 octobre 1985

Crise au Parti socialiste en Tarn-et-Garonne

En 1984, entre le PS et le MRG [qui deviendra le PRG] du Tarn-et-Garonne le torchon brûle mais il ne s'agit pas d'un affrontement politique. La bagarre concerne le partage du pouvoir, un partage qui varie suivant les modes de scrutin et suivant les votes des citoyens. Comme nous allons le vérifier, tous les coups sont alors permis.

Jusqu'en 1945, la domination des courants radicaux (le radicalisme a toujours été pluriel) en Tarn et Garonne était totale, malgré quelques avancées socialistes dans la

partie sud du département (Montech, Beaumont), avancées concrétisées par la victoire de Marcel Guerret pour le PS, dans la circonscription de Castelsarrasin aux législatives de 1936.

En 1945, les trois courants, PS, PCF et Radicaux ont des scores équivalents. Pour les premières municipales de 1945, à la proportionnelle, décision est prise entre les trois tendances d'élire le premier maire PS de Montauban. Mais très vite, les Radicaux comprennent qu'ils doivent s'allier avec la droite pour éviter de se faire avaler par le PS. Et le PCF, pour qui le PS est son concurrent le plus proche, hésite dans ses alliances.

Avec l'arrivée au pouvoir de de Gaulle la proportionnelle va laisser place à un mode de scrutin qui tend à éliminer les combinaisons au centre, chères au Radicaux mais aussi au PS là où le PCF est fort.

Dans le ***Changer la vie*** de 1986, où il soutient Jean-Michel Baylet, Albert Cavaillé explique le contexte des législatives de 1962

« Notre Congrès fédéral désigne en temps voulu deux candidats, un par circonscription : Delmas à Montauban et moi-même à Castelsarrasin ; à la dernière minute avant le dépôt des listes, une réunion de quatre socialistes et de quatre radicaux s'entend pour une candidature commune dans les deux circonscriptions ; Antonin Ver à Castelsarrasin et Delmas à Montauban. La procédure était certes, douteuse, mais le résultat a justifié cette initiative... »

Ainsi la circonscription la moins à gauche élit un député PS et l'autre, la plus à gauche, un Radical. Ce paradoxe aura des répercussions sur le PCF à Castelsarrasin, car face à des candidats Radicaux, il peut rassembler une part de l'électorat socialiste et prendre donc plus de poids que

les communistes montalbanais.

Le partage des circonscriptions assure alors la victoire au PS et aux Radicaux. Dans la foulée, le député PS, Delmas, devient maire de Montauban en 1965.

En 1973 nouvelle année chaude. Alors que Delmas arrive en tête au premier tour de l'élection sénatoriale partielle suite au décès de Jean Lacaze, au second tour le Radical Tajan est élu avec les voix de droite.

Dans la circonscription des Radicaux, pour les législatives de 1973, le socialiste Descazeaux tente sa chance en dissident mais le Radical arrive en tête...

Dans cette guerre électorale et tactique, un tournant important se produit en 1982. Mme Evelyne Jean Baylet veut laisser sa place à la tête du Conseil général à Roger Rignac, grand serviteur des Radicaux depuis des années et qui pense que son heure de gloire est arrivée.

Suite à une bataille historique, Louis Delmas, à l'ancienneté, devient président du Conseil général en obtenant la voix inattendue du conseiller général de Lauzerte ; le conseiller général du PCF refuse de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Le hasard a fait que le dit conseiller général, maire communiste de Villebrumier, connaît bien l'histoire politique de Roger Rignac, le maire du chef-lieu du canton voisin, Monclar.

Voilà comment nous arrivons à 1984-1985, c'est-à-dire à l'approche des élections cantonales nouvelles qui doivent permettre à Jean-Michel Baylet de prendre la suite de son père et de sa mère à la tête du Conseil général. Il avait été élu maire de Valence d'Agen en 1977, député en 1978 en devançant de justesse au premier tour le candidat du PCF, Michel Bonnet et réélu en 1981. En 1985, c'est sûr, il va devenir Conseiller général d'autant

qu'auparavant, le 23 juillet 1981, il a obtenu un poste de secrétaire d'Etat aux relations extérieures dans le gouvernement Mauroy. Comment va-t-il gagner la présidence ? Pas besoin d'être sorcier pour savoir qu'il devra s'appuyer sur une partie de la droite.

Le PS comprend très bien la manœuvre d'autant qu'il l'a utilisée en partie en obtenant en 1982 l'appui du maire de Lauzerte. Donc, pour contrôler la situation, il propose au MRG de désigner les candidats qui représenteront au 2^{ème} tour de scrutin les deux formations.

Malgré le refus du MRG de soutenir les candidats PS de Caussade, Lafrançaise et Saint Antonin le PS soutient dès le premier tour Raymond Massip à Montpezat.

Pourquoi ces trois cantons sont mis à part ?

A Lafrançaise, le MRG va soutenir dès le premier tour un candidat centriste capable de battre le socialiste sortant.

A Saint-Antonin, le MRG compte sur l'appui du sortant centriste qu'il n'est pas question de faire battre. Enfin à Caussade, il serait regrettable de voir gagner le candidat socialiste connu pour ne pas être un ami du MRG.

Donc, le 12 mars, le MRG refuse un accord départemental de désistement et de soutien pour le second tour.

Le 17 mars, les résultats du 2^{ème} tour confirment la stratégie du MRG : éliminer des socialistes au profit de la droite, Castelsarrasin étant l'exemple le plus surprenant.

Bilan : PS 10 -MRG 9 – PC 1 - divers droite 7

Les 18 et 20 mars au cours de rencontre PS/MRG, le MRG revendique la présidence du Conseil général.

Il y a un accord PS/MRG pour désigner les conseillers régionaux : 1 PC / 1 PS / 1 MRG. A cette époque là, les Conseillers régionaux sont élus pas les Conseillers généraux.

Puis début avril, il y a le changement du mode de scrutin pour les législatives ce qui va relancer les négociations.

Election partielle à Montauban

Le 14 puis le 21 avril le PS dans une élection partielle à Montauban récupère un siège : Hubert Gouze remplace son père. Le PS passe alors à 11 élus.

Résultats du premier tour :

Albinet (RPR) : 874 voix 16,38%

Gomila (UDF) : 1087 voix 20,38%

Dufief (FN) : 445, 8,33%

Cerciat (PSU) : 124 voix, 2,32%

Gouze (PS) : 2030, 38,03%

Gonzales (MRG) : 415, 7,78%

Bouyssi (PCF) : 362, 6,70%.

Le PCF perd 1,7% par rapport à 1982.

L'élection du président du Conseil général est cette fois fixée au 23, 24, et 25 avril 1985.

Voici la proposition du PS au MRG :

- Présidence du Conseil général : PS
- Législatives de 86 tête de liste MRG et aux Régionales tête de liste PS.
- Sénatoriales : 1 PS et 1 MRG.

Le 25 avril c'est le vote :

1^{er} tour

Candidat PS : 11 voix ; Candidat MRG : 12 voix

3 conseillers généraux de droite votent pour Baylet.

Personne n'a la majorité.

2^{ème} tour : MRG seul candidat, 12 voix

Le PS change ses propositions : il accepte Baylet comme président du Conseil général mais en 86 la tête de liste sera PS, et toujours une répartition aux sénatoriales. Avec

une déclaration politique de Baylet. Refus du MRG.

3 ème tour : (la majorité n'est plus nécessaire)

Baylet : 10 voix élu

Refus de vote : 11 voix (le groupe PS)

Blancs et nuls : 7 voix. Le PCF s'est abstenu.

Pour le PS c'est « une abstention coupable ».

Voici le compte-rendu des Nouvelles (journal du PCF) n°206 1^{er} mai 1985 :

UNE EMPOIGADE DE POLITICIENNE QUI OCCULTE LES VRAIS PROBLEMES DU DÉPARTEMENT

Ce jeudi 25 avril, et après quelques péripéties antérieures, a enfin pu avoir lieu l'élection du Président du conseil général.

Le public était venu nombreux. Et il aura pu assister, après plus de 4 h. de rebondissement et de suspension de séances à l'élection de Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat.

Il n'est pas inutile de préciser que J.M. Baylet est membre MRG du gouvernement à direction socialiste.

Un observateur non averti aurait peut être tiré la conclusion qu'ici s'opposaient deux politiques concurrentes. Il n'en est rien ... Malgré les hauts cris des dirigeants socialistes locaux, c'est bien un représentant du pouvoir en place qui occupe cette présidence.

Et si la coalition gouvernementale a semblé se déchirer ce n'était que par des calculs politiques.

Le grand absent de cette séance fut assurément le monde du travail.

Au cours des nombreuses suspensions de séances et bruyantes déclarations, aucun n'eut pour raison, l'inflation qui repart, le chômage, la jeunesse sacrifiée, le luminaire Soudexvynil ou Dantin ... Il faut savoir, et cela semble symbolique, qu'au même moment où nos édiles se disputaient le pouvoir local, se jouait le sort des travailleurs de chez Dantin (voir nos informations par ailleurs).

La question de chez Dantin après une intervention des délégués au Conseil général devait être renvoyée à plus tard sans discussion.

Les travailleurs de ce département, tous les Tarn-et-Garonnais en ont assez des querelles de clocher et de la politique politicienne. Ce n'est pas ainsi que se résoudreont les problèmes de notre département. Dans ces conditions le seul élu communiste, Aimé Vigouroux, eut raison de s'abstenir de bout-en-bout, malgré les pressions des uns et des autres pour en faire l'arbitre. Le P.C.F. n'est pas l'allié privilégié de telle ou telle composante de la coalition gouvernementale (PS, MRG, PSU) qui ne peut que porter seule la responsabilité des conséquences néfastes du renoncement aux engagements de 81. Et ce n'est pas l'interview dimanche 29 avril du Président de la République qui peut nous rassurer ... La seule voie est dans le rassemblement dans les luttes

La suite de l'histoire à Castelsarrasin

1) Election cantonale de 1985

Cantonales : Montet (PS) 30%, Bonnevie (radical) 14%, Métais (PCF) 11%.

Le PCF refuse d'appeler à voter Montet car ils ne peuvent appeler à voter pour un candidat socialiste : ils n'approuvent plus ni la politique du gouvernement, ni celle du Conseil général. Bonnevie refuse aussi de soutenir le maire.

Deuxième tour : la droite gagne.

Voici le compte-rendu du journal socialiste Changer la vie de juin 1985 :

« Les élections cantonales de mars 1985 en Tarn et Garonne pourraient servir de thème à un nouveau téléfilm. Tout y est. Les intrigues, les trahisons, le héros ambitieux et sans scrupules.

Le scénario pourrait se résumer facilement ainsi : Comment prendre le pouvoir quand les électrices et les électeurs ne veulent plus de vous ?

Les acteurs : d'un côté, les socialistes majoritaires en voix et en élus au Conseil Général. De l'autre, J-M. Baylet, le héros pour qui tous les coups sont bons, les communistes qui sortent leurs deux pistolets dès qu'un socialiste se pointe au bout de la rue, la bande de droite qui trafique dans l'ombre dans l'espoir de quelque récompense au moment du partage.

L'action se déroule à Castelsarrasin, à Lafrançaise, dans les coulisses du Conseil Général.

A Lafrançaise, JM. Baylet, discrètement soutient un candidat ex-radical devenu UDF pour la circonstance, M. Roset, contre le socialiste H. Sabatié. Cela malgré la demande répétée des socialistes d'avoir un candidat commun comme à Montpezat.

H. Sabatié est battu de peu et M. Roset est récompensé en devenant membre du bureau du Conseil Général.

A Castelsarrasin, le Maire, M. Montet, soutenu par les socialistes arrive largement en tête des candidats de gauche au premier tour. Montet 30 %, Bonnevie radical 14 %, Métails communiste 11 %. Soit pour la gauche 55 % !

Logiquement, les électeurs socialistes s'attendaient à l'élection de M. Montet.

Mais, les responsables communistes locaux expliquent qu'ils ne peuvent appeler à voter pour un candidat socialiste car ils n'approuvent plus ni la politique du gouvernement, ni la politique du Conseil Général où pourtant leur seul élu siège au bureau avec les socialistes. Même revirement chez le radical M. Bonnevie qui refuse de soutenir le Maire avec qui pourtant ses amis siègent au Conseil Municipal. M. Bonnevie fera même le porte à porte avec quelques uns de ses fidèles pour appeler à voter contre le maire, donc en clair pour voter pour le candidat de droite.

Pendant ce temps, les socialistes respectueux de la discipline républicaine, feront voter Baylet à Valence, Arbeau à Grisolles, Violle à Moissac.

Naïveté ? Non, simple respect de la parole donnée publiquement.

A l'issue du deuxième tour, M. Montet est battu avec une perte de 10% sur le total des votes de gauche.

Peut-être M. Montet, en bon démocrate, avait-il été trop franc en annonçant qu'il démissionnerait s'il n'avait pu le soutien clair et franc de ses partenaires de la majorité présidentielle. Cela a du faire germer des ambitions chez certains.

Pour la fin du téléfilm sur le Conseil Général, se reporter aux résumés publiés dans ce journal.

Le public peut s'attendre à une suite dans les mois viennent car les tricheurs ne s'entendent pas toujours longtemps.

LA SUITE DE L'HISTOIRE SUR LA SCENE CASTELSARRASINOISE

M. Montet fait ce qu'il avait annoncé, il démissionne de ses fonctions de maire mais reste conseiller municipal. Légalement, ses adjoints sont aussi démissionnaires.

On entre dès lors dans une phase de négociations entre les trois groupes constituant la majorité. Ceux-ci demandent à M. Montet de reprendre ses fonctions de maire. M. Montet accepte à condition que l'on revienne aux accords de 1983 qui prévoyaient l'égalité du nombre d'adjoints. Dans un esprit conciliation, le poste de premier adjoint était proposé aux radicaux.

Après de multiples tergiversations, communistes et radicaux refusaient cette proposition. Alliés pour la circonstance ils parachevaient leur mauvais coup et éliminaient de la gestion de la ville M. Montet et les socialistes.

En définitive, qui est trompé dans cette triste affaire ? Ce sont bien les électrices et les électeurs de Castelsarrasin qui, en 1983, avaient élu M. Montet à la tête d'une liste de majorité présidentielle et qui se retrouvent sans avoir été consultés avec un maire radical élu avec l'appui des responsables communistes.

Puisque désaccord, il y avait entre le Maire et certains de ses colistiers, ne fallait-il pas revenir devant les électeurs pour que la démocratie soit respectée ?

M. Bourgarel, conseiller socialiste, a exprimé publiquement le désaveu de tous les socialistes face à ces manœuvres de politiciens de bas niveau. Les encouragements, le soutien que lui et ses amis ont depuis reçu en masse les confortent dans la voie qu'ils ont choisie.

Ils continueront à travailler pour la mise en œuvre de la politique de modernisation et de progrès et pour que Castelsarrasin prospère.

2) Election du maire

En effet, comme vient de l'indiquer l'article socialiste (sans doute de Jean Bourgarel) en même temps que le MRG gagne la présidence du Conseil général, il prend la mairie de Castelsarrasin car aux élections de 1983, le PS avait accepté de ne pas être majoritaire à lui tout seul.

L'échec de Montet aux cantonales, fait qu'il démissionne ce qui relance les négociations de 1983 : « égalité dans le nombre d'adjoints avec premier adjoint pour les radicaux » propose le PS. PCF et radicaux refusent et s'allient pour occuper tous les postes.

Voici la présentation qu'en donne les Nouvelles n° 204 du 17 avril 1985 :

CONSEIL MUNICIPAL DE CASTELSARRASIN L'ELECTION DE LA NOUVELLE EQUIPE

Foule des grands soirs ce lundi dans la salle du Conseil municipal, foule arrivée très tôt pour ne rien manquer d'une séance qui devait élire le maire de la ville.

Et d'entrée personne ne fut déçu. L'ultime rebondissement de la valse-hésitation entreprise par M. Montet au soir de sa défaite des élections cantonales venait de se produire. A la stupéfaction générale, M. Montet annonçait sa candidature au poste du Maire.

Evidemment il lui fallait tenter de justifier ce revirement de dernière minute. Pour cela il avançait essentiellement deux arguments qui méritent qu'on s'y arrête un peu.

Le premier d'abord : « J'ai demandé aux partis de la majorité municipale de reconsidérer la répartition des adjoints ». Langage codé à l'usage des initiés qui signifie en clair que M. Montet considérait comme nul l'accord passé entre le PS, le MRG et le PCF en 1983. Accord qui leur avait permis d'être ...

élu maire L'objectif poursuivi (et avancé en coulisses) étant de réduire le nombre d'adjoints communistes ! Au-delà de la stricte ingratitude, on sait où se terminent ces petites manœuvres politiciennes : l'affaiblissement des forces dévouées aux travailleurs et le renforcement de la droite.

Deuxième argument : « j'ai appris qu'un accord liait le MRG et le PC ; le PS que je représente ici n'étant pas partie prenante de cet accord je reconsidère ma position et je suis donc à nouveau candidat ! ».

Raisonnement d'autant plus surprenant que personne n'a jamais demandé à M. Montet de démissionner. Au contraire même, les élus communistes lui ont demandé à maintes reprises de rester à son poste.

La ville de Castel connaît suffisamment de problèmes comme cela sans en ajouter un, totalement artificiel et obscur quant aux motivations réelles.

Il ne tenait qu'à M. Montet et au PS de rester à leurs postes de responsabilités : il leur suffisait pour cela de respecter l'accord passé en 1983.

On ne peut à la fois torpiller un accord passé, s'en retirer et crier au scandale envers ceux, comme le MRG et le PC. qui lui sont restés fidèles.

Comprenne qui pourra. La population castelsarrasinoise ne pouvait admettre plus longtemps de voir sa mairie plongée dans le vide du pouvoir au moment où la crise du capitalisme la frappe si durement.

Les élus radicaux et les élus communistes ont pris leur responsabilité d'élus. Ils géreront conformément au mandat que les électeurs leur ont accordé en 1983.

M. Molina a donc été élu maire. La valse à mille temps est heureusement finie. Beaucoup de travail est à faire.

Pour cela huit adjoints ont été élus 4 adjoints radicaux et 4 adjoints communistes. Dans l'ordre il s'agit de : Guiche (communiste Premier Adjoint), Benech (radical, 2^{ème} adjoint)

Metais (communiste 3e adjoint), PECH (radical 4e adjoint), Assemat (radical 5e adjoint), Bonnet (communiste 6e adjoint), Bertrand (communiste 7e adjoint) Villeneuve (radical 8e adjoint).

Il est difficile de terminer ce bref compte-rendu sans dire un mot de la « sortie » théâtrale de M. BOURGAREL qui, au nom des élus socialistes a fait une déclaration où le dépit le disputait à l'irresponsabilité.

En fait de magouilles le PS est passé, orfèvre en la matière. Les exemples ne manquent hélas pas : du vote pour Chaban-Delmas à Bordeaux, au vote socialiste en faveur de l'UDF à Nîmes en passant par les belles promesses envolées de Mitterrand ... M. BOURGAREL et les élus socialistes devraient, à défaut de sens des devoirs municipaux, avoir celui de la retenue.

Jean-Louis FRANCERIES

Comme indiqué en introduction, mon propos n'est pas de distribuer les bons points mais de présenter les divers points de vue pour que chacun se fasse son idée.

Quant aux électrices et aux électeurs, ils auront leur mot à dire en 1989 aux élections municipales suivantes et les trois listes de gauche seront battues par le centriste Bernard Dagen qui, depuis, a conservé la mairie et se présente encore en 2014 avec de grandes chances de succès.

Nouvelles du Tarn et Garonne N° 214 26 juin 1985

CONSEIL GÉNÉRAL

MISES AU POINT PAR ALAIN RAYNAL SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DU PCF

Un des derniers numéros du journal départemental du PS est entièrement consacré aux récentes sessions du Conseil Général

qui ont élu le Président, le Bureau du Conseil, les Commissions. La façon dont sont traitées ces questions, les amalgames faits, les procès d'intention sur l'attitude des communistes nous obligent à rappeler quelques faits.

1 — Tout d'abord, dans notre département, les soi-disant rivalités entre socialistes et radicaux de gauche portent exclusivement sur la répartition de pouvoir, de sièges locaux mais pas du tout sur la politique à mettre en œuvre au plan national ou au plan local. Ils sont pleinement d'accord sur les choix d'austérité qui aggravent la crise, sur les choix économiques qui cassent l'outil industriel et l'emploi. Ils sont associés au gouvernement pour mener cette politique néfaste. Les deux partis de la coalition gouvernementale n'arrivant pas à s'entendre sur un accord en Tarn-et-Garonne, le choix pour la présidence se limitait donc entre le député qui soutient à l'Assemblée Nationale toutes les décisions gouvernementales et le ministre du gouvernement socialiste. C'est là la raison essentielle de l'abstention d'Aimé Vigouroux, Conseiller Général communiste de Villebrumier lors du vote pour la présidence (les multiples péripéties politiciennes qui se sont multipliées tout au long des deux sessions ne pouvaient que confirmer les raisons de l'abstention).

2— Si Aimé Vigouroux est membre du Bureau du Conseil Général, comme il l'était lors de la précédente assemblée, c'est exclusivement de sa propre décision pour mener son activité de Conseiller Général. Le choix d'Aimé Vigouroux le concerne seul, n'ayant pas pris en compte l'avis de la fédération du PCF.

3— Par la répartition des membres du Bureau à la proportionnelle le PS comme le MRG étaient favorables aussi bien l'un que l'autre à l'entrée de la droite dans le Bureau (n'oublions pas que déjà sous la présidence de Louis Delmas le Conseiller Général UDF de Saint-Antonin était membre du bureau).

4 — Le PS pour de simples raisons politiciennes ne participe

pas au bureau du Conseil Général, mais s'est par contre très vite empressé d'exiger les présidences de commissions (dont le rôle est plus important que les vice-présidences). Trois commissions sur sept sont présidées par un Conseiller général socialiste.

5 —Les accusations de «collusion» avec la droite sont non seulement intolérables car fausses, mais inadmissibles de la part du PS, lui qui

— n'a pas hésité, comme dans le Gard, a voté contre la présence de communistes au bureau du Conseil général pour faire élire des vice- présidents de droite, ou comme en Aquitaine où il a favorisé l'élection de Chaban-Delmas à la présidence de la région,

— parle nationalement de cohabitation, de main tendue à des personnalités de droite,

— a abandonné tous ses engagements de 81 pour mener une politique économique sociale au service des intérêts capitalistes,

— organise des campagnes anti-communistes et répressives contre le monde du travail qui ne peuvent que satisfaire et favoriser la droite.

Il ne suffit pas à Montauban d'avoir un langage «gauche» pour faire oublier ce qui se décide à Paris. Cette démarche du double langage ne peut servir qu'à tromper les gens.

Il fallait que ces choses là soient dites.

Nous communistes, nous avons une toute autre conception de la bataille politique. Il y a actuellement trop de choses sérieuses et graves en jeu dans le pays comme dans le département : le chômage, le pouvoir d'achat qui baisse, les atteintes aux libertés syndicales, les attaques contre les conquêtes sociales acquises pendant des dizaines d'années.

Voilà réellement ce qui commande l'action des communistes aujourd'hui.

La fin du feuilleton : les élections de 1986

Les législatives : Le camp officiel

Jean-Michel Baylet (MRG) / Michèle Cavaillé (P.S. apparenté) / Jean Cambon (P.S.) / Louis Violle (MRG)

Régionales : Le camp officiel

Jean Cambon (PS) / Jean-Michel Baylet (MRG) / Michèle Cavaillé / Raymond Massip (MRG) / Henri de Marsac (PS) / Antoine Molina (MRG) / Maurice Cayrou (MRG)

L'union de la gauche est-elle morte ? Article du journal du PS : Changer la vie

En achevant après 25 ans d'existence la stratégie de l'union de la gauche, le secrétaire général du Parti communiste voudrait modifier le jeu des dés de la politique.

Avec acharnement, avec obstination, devant les congressistes du 25^{ème} congrès, il veut clore la carrière de l'espoir des travailleurs. Au motif que cette stratégie nuit au Parti communiste et profite au Parti socialiste, il entend accuser l'allié, il l'affuble de tous les maux. Mais pourquoi faire tout cela ?

Les forces du peuple de gauche sont-elles si denses en cette période pour se donner comme stratégie une rupture déclarée ?

A considérer le monde et son évolution, je ne pense pas que les hommes de demain aient besoin outre mesure de circuits éperdus et déstabilisants. Le peuple de gauche évolue également et, il est plus audacieux que les partis évoluent à son image plutôt que, à l'inverse, vouloir le faire se mouler à l'image de tel ou tel parti.

Savoir être attentif, savoir proposer, savoir vivre et

épouser son époque, savoir être loyal configurent la meilleure praxis.

De cet événement marquant du propos du fossoyeur de l'espoir, que peuvent attendre maintenant les travailleurs de la France ?

Je demeure persuadé que, à la base, les militants, les laborieux du changement ne se tromperont pas, les grands stratégies des grands partis monolithes ne peuvent plus influencer la raison des hommes de terrain.

Jacques Moignard Conseiller général de Montech



MAIS SI...

La une de la page précédente a inspiré ce billet que José Gonzalez tenait dans chaque numéro des Nouvelles du Tarn et Garonne. Ici c'est le n°213 du 19 juin 1985

LE MOT POUR LE DIRE...

- Un système d'éducation public, laïque, unifié : promesse non tenue.
- La démocratie à l'entreprise : ce sont des CRS et des coups qui pleuvent.
- La lutte contre le chômage elle se résume à des jeunes «at-t.u.c-qués» jusqu'à 25 ans.
- L'indépendance du peuple Kanak : on tue et on militarise la Nouvelle Calédonie.
- La proportionnelle : elle devient du fait du Prince, une machine contre le pluralisme.
- Les profits ils n'ont jamais été aussi hauts et le revenu des ménages baisse.

Dans le dernier «Changer la Vie», mensuel du PS local, la première page est barrée du mot juste et d'une paradoxale sobriété TRAHISON !

José GONZALEZ

Le document au sujet du PS

Le 9 octobre 1985 je participe à une conférence de presse dont je n'ai aucun souvenir sauf cette trace écrite. Par exemple je ne peux dire : quel est ce média nommé ACP ! Pour les autres oui, je vois de qui il s'agit.

Jean Jacques Rouch était alors le responsable de la rédaction de **La Dépêche**. Radio Bas Quercy, une Radio libre implantée sur Montauban avec ses studios Place nationale, Radio d'Oc existe toujours à Moissac.

Pour **Les Nouvelles** il s'agissait sans doute de Jean-Louis Franceries que j'ai dû accompagner. Au PCF il y avait deux appréciations de la question :

- ceux qui pensaient que PS et MRG finiraient par s'entendre

- ceux qui pensaient, et j'en étais, que la guerre serait totale avec des conséquences néfastes pour le PCF.

Après la conférence de presse, le doute n'était plus permis : la guerre serait totale.

Ce document se situant au cœur de l'affrontement entre le PS et le MRG, je le prends comme point de départ d'un bras de fer qui va se conclure à l'avantage du PS.

La veille, le journal **Le Monde** (8-10-1985) publie un vaste sondage concernant la situation politique en Midi-Pyrénées mais globalement aussi à l'échelle du pays.

Juste avant **Le Nouvel Observateur** avait plaidé le faux pour savoir le vrai : à savoir, en Tarn-et-Garonne l'entente entre le PS et le MRG était faite au profit du MRG.

En convoquant aussitôt une conférence de presse, les dirigeants du PS ont décidé de lever toute ambiguïté.

D'autant que nous sommes à la veille du Congrès

socialiste de Toulouse qui va se tenir les 11, 12 et 13 octobre ! Le ministre Jean-Michel Baylet ayant l'appui des dirigeants nationaux du Parti socialiste pense que ce congrès va mettre les pendules à l'heure. Par avance donc, comme on va le lire, le PS local tient à afficher sa détermination.

Au cours de cette conférence de presse, il va être fortement question du Conseil général car, comme indiqué, en mars 1985, le PS a perdu la présidence à cause d'une alliance entre le MRG et les élus de droite.

L'élu PCF, comme en 1982, sera dans la tourmente et refusera de faire pencher la balance.

QUELLES ALLIANCES POUR LES RADICAUX ?

Aux prochaines élections, souhaitez-vous que, dans les départements de la région Midi-Pyrénées, le Mouvement des radicaux de gauche...

	Ens. %	Sur 100 sympathisants socialistes	Sur 100 sympathisants des radicaux de gauche
... constitue des listes communes avec le Parti socialiste	31	52	30
... ou constitue ses propres listes avec des personnalités du centre-gauche	28	24	52
Sans opinion	41	24	18

Réuni en congrès les 14 et 15 septembre, le MRG s'était prononcé pour une plus grande autonomie vis-à-vis du PS. Il n'est donc pas surprenant que les radicaux de gauche de Midi-Pyrénées – la base, sinon les dirigeants – se montrent moins unitaires que les socialistes.

Le sondage montre des sympathisants socialistes.

LA GAUCHE SE MAINTIENT

Les intentions de vote aux législatives de 1986 et l'évolution politique de la région

	Intentions de vote aux législatives 1986 (%)	Législatives 1978 (1 ^{er} tour) (%)	Président 1981 (1 ^{er} tour) (%)	Président 1981 (2 ^e tour) (%)	Législatives 1981 (1 ^{er} tour) (%)	Européennes 1984 (%)
Parti communiste	8,5	18	14,8		12,8	10,7
Extrême gauche	1	3	3,6		1,6	3,8
Parti socialiste	31	34,2	31	57,7	49,5	27,5
MRG	7		2,7			
Divers gauche	-	0,1	-		-	4
Total gauche	47,5	55,3	52		63,9	46
Ecologistes et inclassables	4	2,3	3,8		0,1	2,9
UDF	22	15,9	23,5		15,5	40,1
RPR	17	21,6	18,1		19,9	
Divers droite	2,5	4,9	2,6		0,6	2,9
Front national	7	-	-		-	8,1
Total droite	48,5	42,4	44,2	42,3	36	51,1

Bien qu'en recul depuis 1978 la gauche se maintient à un bon niveau. Elle est créditée de 47,5 % des intentions de vote. La droite ne la devance d'un point qu'avec le renfort de l'extrême droite. D'après les estimations de vote, si le PC continue de perdre de son audience, le PS retrouve son niveau du premier tour de l'élection présidentielle de 1981.

Quant au rapport des forces entre l'UDF et le RPR, il s'inverse au profit de l'UDF. Celle-ci, qui a recueilli un peu moins de 16 % des suffrages aux législatives de 1978 et 1981, est créditée de 22 % des intentions de vote.

Ce tableau permet à la fois de vérifier les rapports de force au sein de la gauche et les sondages qui se révéleront exacts.

**Conférence de presse Mercredi 9 Octobre de 10 h
45 à 12 h 45 salle de la mairie organisée par
Hubert Gouze avec, à ses cotés Jean Paul Nunzi.**

13 présents du moins au départ mais FR3 est en retard et d'ailleurs ne viendra pas. Intervenants dans l'ordre : Rouch (Dépêche), AP, Bas Quercy radio, Nouvelles, Radio d'Oc puis si j'ai bien compris après une nouvelle intervention de Rouch intervention d'un autre de La Dépêche.

Déclaration de Gouze :

Réponse à l'article du *Nouvel Obs*.

D'abord au plan national le MRG est pour des listes autonomes et c'est ce qu'il a déjà appliqué dans le Lot et les Hautes-Pyrénées. Ensuite au plan départemental, Gouze est pour le principe "de l'équilibre et du rapprochement".

Equilibre doit s'entendre sous la forme : équilibre du nombre de parlementaires.

L'équilibre a été rompu après les cantonales de 85 car le MRG a refusé de reconnaître au groupe PS, le plus important du conseil général, son droit au poste de président, et Baylet a refusé la mise au point d'une déclaration politique commune.

Après ce coup de force et cette rupture, il est clair qu'on ne pouvait s'orienter que vers des listes séparées conduites pour le PS par Gouze pour les législatives, et Nunzi pour les régionales.

Rouch: Le sondage du Monde indique que 53% des sympathisants socialistes souhaitent des listes communes dans la région entre le PS et le MRG qu'en pensez-vous ?

Gouze : Avant 1985 il y avait une situation d'équilibre. Il a été rompu donc la liste commune ne pouvait se faire qu'avec une tête de liste socialiste. Le MRG ne voulait pas en son temps

être pris pour l'ombre du PS ; il ne faut pas vouloir inverser la situation dans le département. La proportionnelle permet à chacun de mesurer son audience, que le meilleur gagne !

ACP : Dans le passé il y a eu des divergences entre la fédération du PS et sa direction nationale. Ne peut-on pas vous imposer aujourd'hui une liste commune ?

Gouze : La situation est différente aujourd'hui pour plusieurs raisons. S'il est vrai que nous avons été presque en dissidence après les cantonales, aujourd'hui notre décision est conforme à la situation nationale. Cette fois il n'y a pas d'accord national. Le mode de scrutin aussi a changé

Nouvelles : Si j'ai bien compris l'article du *Nouvel Obs* était un faux. Que pensez-vous de ce type de journalisme ?

Gouze : L'article était sans doute un ballon d'essai, ou le fait de quelqu'un qui prenait sans doute ses désirs pour des réalités ou simplement un moyen, pour nous obliger à réagir. L'hypothèse d'une liste commune n'était pas impossible mais la formulation sous la forme d'un troc est inacceptable. Quant à la pratique journalistique, je ne juge pas. Ce sont les lecteurs qui doivent réagir.

Bas-Quercy : N'avez-vous pas eu une stratégie naïve vis à vis du MRG ? Recoller les morceaux va être difficile.

Gouze : Nous avons manifesté notre volonté constante de demande d'union. Il y a eu des moments difficiles comme en 1981. Nunzi pourrait vous en parler. Il faut savoir que sa circonscription est historiquement socialiste car c'est là qu'en 1936 fut élu un socialiste, et c'est là que nous avons le plus d'élu socialiste au conseil général.

Radio d'oc : Quels sont vos chances de succès ? Et aussi, une autre question posée par je ne sais qui : sur quelles bases une liste commune serait possible ?

Gouze : Une liste commune est possible si la majorité régionale reste unie. J'aimerais que les partenaires de la majorité actuelle du conseil régional, PCF, PS, MRG, disent ce qu'ils feront après Mars 86 et quel que soit les résultats. Donc pour qu'une liste commune soit possible il faudrait un accord régional sur le plan politique. Et de toute façon avec des listes séparées on ratisse plus large.

Concernant les résultats prévisibles, en 86 je pense que le corps électoral restera stable, que la répartition gauche / droite sera identique. On peut simplement supposer quelques évolutions à l'intérieur de ces deux grands groupes. Le sondage du Monde montre une fois de plus que la politique des communistes les conduit vers la baisse électorale et en ce qui nous concerne nous pouvons espérer 30% dans la région et le Tarn et Garonne. Donc nous avons de bonnes chances d'avoir un élu, la droite pouvant espérer l'autre.

Question sur le congrès de Toulouse : Rocard ne devrait-il pas devenir dès maintenant le dirigeant du PS ?

Gouze : J'ai signé et fait voter la notion Jospin mais il y a deux temps dans la réflexion politique : la stratégie à long terme et le temps du choix du candidat à la présidentielle. Sur les bases définies par le parti je souhaiterais que ce soit celui qui a le plus de chance qui soit choisi. Pour le moment, Rocard à la tête du parti, non.

Gouze revient, par une autre question, sur le fait de savoir si oui ou non il y a rupture définitive avec le MRG et déclare qu'il ne pouvait s'effacer devant Baylet sous peine de perdre toute crédibilité devant les électeurs mais qu'en revenant à la case départ, c'est-à-dire avant mars 85, il y avait possibilité

d'entente. Il trouve que l'existence du MRG est une chose saine pour la démocratie et pour la gauche donc il ne veut pas que le PS prenne tout la place, mais il ne veut pas l'inverse non plus.

Question : La querelle MRG/PS ne va-t-elle pas faire le jeu de la droite comme à Lafrançaise par exemple en mars 85 ?

Gouze : L'élection de Lafrançaise est l'exemple à ne pas suivre. Perdre clairement une bataille politique c'est normal mais perdre une élection où un homme élu avec les voix de droite, vote ensuite pour un membre du gouvernement au conseil général, c'est tromper l'électeur. Cette stratégie électorale se paiera tôt ou tard.

Rouch : Alors il faut dire la même chose de l'attitude antérieure de Dalquier ?

Gouze : Mais oui, bien sûr.

Rouch à Nunzi : Les sondages vous donnent 31% dans la région est-ce bon, moyen ou mauvais ?

Nunzi : le sondage du *Monde* doit être pris avec précaution car tout dépend comment il a été mené. Si la personnalité de Baudis a été mise en avant, on a pu fausser les résultats.

Gouze : Ceci étant, ils sont bons pour les socialistes qui en effet remontent. (sous-entendu au PCF et au MRG de s'inquiéter...). Si toutes les régions donnaient 31% aux socialistes ce serait un très bon résultat.

Votre adversaire est-ce le MRG ou la droite ?

Gouze : "Je ne pourrai pas soutenir une combinaison avec la droite" En tant que porte-drapeau du gouvernement, c'est le bilan de son action que je présenterai aux électeurs donc mon adversaire c'est la droite. A l'inverse le MRG en composant (c'est le moins qu'on puisse dire) au niveau de la gestion du département avec la droite devra expliquer comment il justifie une telle attitude quand il participe au même moment à la direction des affaires de l'Etat.



Le PCF national

Le document PCF

Pour le 25 ème congrès j'ai dit dès le mois de juin 84 : il ne faut pas faire un congrès routinier. J'ai travaillé pour ne pas faire un congrès routinier. Au fil des jours (peut-être à cause du froid de Janvier) j'ai été refroidi.

Voici toutefois le résultat de mes réflexions. Je les ai écrites pour les diffuser à ceux qui souhaitent les connaître. Fallait-il se donner cette peine ? Tout le monde dans le parti ne me répondra pas oui. On m'invitera à un peu moins de réflexion et plus d'action. Pour précision, indique donc que depuis juin je n'ai pas regardé que le nombril de notre politique. J'ai participé au mouvement occitan (intervention à Montpellier sur la question occitane pendant la révolution à Montauban), au combat dans des associations, et dans le parti à l'action pour mettre sur pied le livre sur la Résistance. C'est d'ailleurs mon ACTION qui guide toujours ma réflexion. En faisant connaître par écrit mes réflexions (est-ce statutaire ?) je n'ambitionne pas le rôle de donneur de leçons. Rassurez-vous, la vérité n'est pas dans les 10 interventions que je propose dont la première seule fera l'objet d'une évocation orale en conférence fédérale¹.

¹ A la conférence, après le discours introductif, Alain Raynal demande aux intervenants éventuels de s'inscrire et ensuite ils seront appelés au micro. Le retour d'une pratique que j'avais connu en spectateur de la conférence fédérale (au nom de la JC)... en 1971 ! La tribune pouvant ainsi organiser le déroulement des interventions. En fait en 1984, après mon inscription personne ne s'est inscrit et la norme a donc repris le dessus : les intervenants ont présenté leurs réflexions au fur et à mesure qu'ils levaient

- 1-Les clandestins du PCF en 1964
- 2 - La société de l'autoroute
- 3 - Politicard : un mot français qui n'a pas de féminin
- 4 - Notre stratégie : son éloge critique
(Complément inattendu et imprévu à la contribution ci-dessus)
- 5 - De Gagarine au vieux Molotov (garanti sans cocktail)
- 6 - Vive les communistes
- 7 - Les missiles sont à l'ouest et les pacifistes ont du cœur.
(Contribution non rédigée alors que j'avais prévu d'y mettre un magnifique poème de Léon Cladel)
- 8 - Pour le bonheur...
- 9 - Amendements
- 10 - Conclusion

1-Les clandestins du PCF en l'an 1984

Si tu veux faire le poids face à un costaud comme Péchiney Ugine Kuhlmann (PUK)² il faut une démarche régionale d'autant que PUK en plus de Cégédur à d'autres entreprises dans notre région.

Si à Montricoux ou à Moissac je peux lutter pour défendre des briqueteries³ je suis obligé d'avoir une démarche régionale face au patron régional Guiraud.

Si à Montauban tu veux, sur le luminaire⁴, élaborer des propositions sérieuses il faut le faire en rapport avec les

le doigt.

² Castelsarrasin avait une filiale de ce grand groupe qui a été nationalisée en 1982.

³ A Montricoux c'était la défense de la Céramidi filiale du groupe Laffargue.

⁴ En lien avec les problèmes de l'usine Delmas.

compétences d'ailleurs et celles de la région sont indiquées.

Si tu veux réfléchir à l'information que reçoit ton voisin, tu peux t'en tenir à la télé nationale mais que faire alors d'un journal comme **La Dépêche** et que faire de la télé régionale qui a pris un grand développement depuis 1981, développement prouvé par l'arrivée de la publicité (triste preuve).

Si tu veux réfléchir aux résultats électoraux, et ceux du PCF par exemple, peux-tu t'en tenir aux résultats nationaux ?

PCF et Région

Je ne suis pas un snobinard du régionalisme, un vieux pingouin de l'ancienne France même dans ce qu'elle avait de bon. Je suis militant communiste c'est dire un acharné du combat anticapitaliste. Par le PCF, j'ai petit à petit pris conscience d'une évolution du monde qui mettait à l'ordre du jour la prise en compte dynamique du fait régional. A mon troisième comité fédéral en Décembre 1977, naïvement, j'ai posé cette question ; « pourquoi n'y aurait-il pas dans le parti une structure régionale ? » Après la réunion, en aparté, on m'a informé que le parti n'était pas prêt à cet événement.

Je ne suis pas têtue aussi je n'ai plus rien dit sur le sujet.

Au 23^{ème} congrès (1979) dans la proposition des statuts, on a avancé l'idée du comité régional. En haut lieu on s'était sans doute aperçu que cette fois le parti était prêt. J'ai aussitôt écrit ma satisfaction. **L'Huma** publia ma contribution en tribune de discussion. Mais pour passer de la décision papier à sa réalisation dans la vie il a fallu attendre un an.

En 1980 et en 1982 j'ai été élu par le comité fédéral du 82

à cet organisme⁵. Je me dois en conséquence de rendre compte de l'activité du comité régional. Je le fais à la fois avec joie et avec tristesse.

Avec joie car toutes les réunions auxquelles j'ai participé ont été pour moi d'une grande fécondité. Avec tristesse, car vous l'avez peut-être deviné, les comités régionaux du PCF c'est ce que j'appelle, les clandestins et particulièrement en 1984.

Pour preuve : avez-vous dans la presse du parti eu vent d'activités de ces comités régionaux ? Si oui, je rends hommage à votre perspicacité. Peut-être avez-vous été attiré par le coup d'éclat produit par le comité régional de Rhône-Alpes ? Il s'agit d'un beau livre qui montre que faire de la politique au niveau régional c'est inévitablement faire du neuf comme nous savons si bien dire⁶.

En tout cas je vous informe que dans le projet de résolution du PCF pour ce 25^{ème} congrès, la région et le comité régional sont tombés aux oubliettes. Je reviendrai sur ce fait mais auparavant, rendons compte de l'activité du comité régional Midi-Pyrénées depuis son départ. La convocation à la première réunion s'étant produite par téléphone je n'ai pu en retrouver la date exacte d'ailleurs pour des raisons professionnelles je n'ai pu y participer. C'était début 1980.

La seconde réunion eut lieu le 30 avril 1981 pour préparer un colloque sur la recherche et le développement régional. Le rapporteur était J.P. Monferran qui est depuis journaliste à ***Huma***.

La troisième réunion eut lieu le 12 juin 1980. L'activité du

5 J'en serais exclu en 1986, pour avoir signé une pétition avec les contestataires...

6 Rhône-Alpes : La naissance d'une région : J.M. Auzias, B. Chatran, P.Dibilio, H Jacot, T. Nguyen Fédérop Juillet 1983.

groupe communiste au Conseil régional a été étudiée puis le deuxième point de l'ordre du jour renvoyé à plus tard. Il s'agissait de discuter d'un nouvel avant-projet de loi du parti sur les Régions. Piquet qui suivait les réunions depuis le début a indiqué que la discussion ne pourrait avoir lieu que quand le projet serait arrêté. Depuis le projet est toujours dans les tiroirs.

Puis, plus rien de sérieux pour 1981. Pour un départ on ne peut pas dire que ce fut un départ fulgurant.

Est arrivé le 24^{ème} congrès et le 23 juin 1982 le nouveau comité régional se réunissait. Piquet n'est plus là et la nouvelle secrétaire régionale c'est Sylviane Ainardi. Je ne peux vous dire qui décide ces changements mais par contre je peux vous dire que ce changement fut efficace. En effet les réunions, les initiatives vont se produire à un rythme régulier en 1982 et 1983.

Voici la liste des initiatives :

- un document économique remis à Mitterrand
- un bulletin intérieur dont un fut diffusé largement dans ***Les Nouvelles***.
- des Assises régionales réussies
- 2 colloques culturels.

Vous allez donc me dire que ce comité régional n'a rien de clandestin. Je réponds le contraire. S'il ne faisait rien, je ne pourrais n'étonner du silence qui l'entoure dans le parti, mais comme il fait des choses, pourquoi ne pas en parler. Heureusement nous avons Louis Destrem qui dans ***l'Huma*** a rendu compte des Assises régionales mais c'est tout et c'est peu.

Que m'apportent les réunions du comité régional et que devrait nous apporter le comité régional ?

(1)—Le moyen de comprendre mieux la France d'aujourd'hui.

Le capitalisme dans son action s'est aperçu qu'il lui fallait

déstabiliser la France. Je fais ailleurs l'historique qui l'a mené à cette stratégie.

Il avait plusieurs raisons pour vouloir mieux contrôler notre pays.

Des raisons économiques : en finir avec la France des petites affaires pour développer la France du grand capital. Des raisons politiques : en finir avec le courant révolutionnaire devenu bien trop puissant aux lendemains de la Libération. Des raisons culturelles aussi: en finir avec par l'exemple l'idéologie du bas de laine pour imposer les achats à crédit.

Un de ses axes d'attaque qu'il mit en place au fur et à mesure de ses pouvoirs, ce fut la mobilité de l'emploi. On inventa une France digne de se développer, celle de la Région Parisienne et une France trop bête pour se moderniser : nous. Il faut en effet se rappeler que le coup de la modernisation, on nous l'a déjà fait. Puis dans les années 1970 cette stratégie rencontra deux obstacles : la crise dans la région parisienne et le refus de la fatalité de cette mobilité par une partie importante de la jeunesse.

Le capitalisme qui n'a pas peur de changer son fusil d'épaule s'est vite adapté. Il a développé une mobilité interrégionale et à développé l'immigration, Il a tourné la difficulté mais n'a pas lâché le morceau : mieux contrôler la France. Cette évolution que je présente schématiquement il faut l'étudier et, la connaître, c'est déjà combattre le capitalisme. Voilà ce que peut permettre le comité régional. Car nous le savons, face à cette stratégie capitaliste, le mouvement populaire n'est pas resté inactif. Le slogan de ***Vivre, travailler et décider au pays*** a eu du poids même si à mon sens nous l'avons laissé se développer sans le renouveler depuis les années 1980.

Cette réaction populaire que le PCF a su prendre en

compte⁷ montrait que la France n'était plus la même. La riposte ne pouvait se faire au niveau d'une commune. Pensez à nos communes d'autrefois où se passait la vie de tant d'individus, de la naissance à la mort. Aujourd'hui dans la plupart des communes la plus grosse entreprise c'est la mairie ! La riposte eut lieu au niveau régional en prenant le mot ou sens large.

(2) En second lieu, un comité régional peut faire avancer la démarche autogestionnaire qui montre que c'est au niveau régional qu'on peut reconstruire la démocratie française, j'entends par là, la démocratie qui sera le véritable pouvoir du peuple. Au niveau national on peut vous balancer les chiffres que l'on veut. Il s'agit de moyennes toujours éloignées des réalités. 2.500.000 chômeurs devient à force de l'entendre un chiffre sans âme si bien que votre voisin ou vous mêmes n'êtes pas capable de dire le nombre de chômeurs de votre commune. Au niveau régional on peut faire dialoguer de façon sérieuse la donnée concrète et la donnée géniale. Tel est pour moi l'enjeu régional.

(3) Il permet de mieux analyser la crise, de mieux élaborer notre stratégie et cela devrait avoir des conséquences sur le fonctionnement même du PCF Avec la région on ne lutte pas seulement pour un emploi, mais pour tout un tissu social, pas seulement pour les fruits de l'homme mais pour les pouvoirs des hommes, pas seulement pour une télé démocratique mais pour la construction de notre télé etc.

⁷ Le PCF a eu un mal fou à reconnaître cette revendication aussi le Volem Viure Al país (nous voulons vivre au pays) a été complété et alourdi par « travailler et décider » comme si dans le désir de vivre il n'y avait pas TOUS les autres !

Avec la région le rassemblement populaire ce n'est pas l'émiettement des luttes mais la rencontre des forces. Pour terminer évoquons ceux qui contestent cette analyse dans le parti⁸.

Il y a d'abord le vieux réflexe qui date de 1790 et qui dit que développer les régions c'est mettre en danger l'unité nationale. C'est en fait l'unité nationale telle qu'elle fonctionne aujourd'hui qui met en cause les régions et donc l'unité de la France.

Puis on peut aussi craindre que la démarche régionale soit une démarche nationale en modèle réduit reproduisant les mêmes inconvénients. Toulouse dans l'esprit de cette idée deviendrait une capitale aussi tyrannique que Paris.

Non, aujourd'hui la démarche régionale ne risque pas d'occulter les diversités départementales ; au contraire, pour qu'elles existent il faut une démarche régionale audacieuse.

Et les derniers m'expliquent enfin que la région n'a pas d'existence, que ce n'est que le résultat d'une volonté administrative. Je n'ai pas jusqu'ici évoqué le conseil régional, ses pouvoirs et son action pour montrer justement qu'au delà du problème de découpages territoriaux, la région avait un enjeu considérable.

Et le 25^{ème} congrès sur le sujet...

Le jour même où le facteur m'a porté ***l'Huma*** j'ai lu et envoyé ma contribution à la tribune de discussion pour dire mon étonnement devant le refus de prendre en

⁸ En relisant aujourd'hui, je constate que tout le document affiche l'existence d'un débat interne là où l'unanimité de façade aurait dû m'en dispenser !

compte l'enjeu régional dans notre congrès, alors qu'il s'inscrit très bien dans notre stratégie de **rassemblement populaire majoritaire**⁹.

Je savais que ma contribution sur le sujet ne serait pas publiée même en arrivant la première. Je le savais car au moment du 24 ème congrès j'avais déjà essuyé un refus pour une contribution sur la même question. La voici :

Cher camarade

A chacun ses préoccupations. Pour l'analyse de la société et de sa crise, pour l'élaboration de la stratégie de sa transformation, pour l'efficacité du parti lui-même j'ai un axe de réflexion : la région.

En rapport avec notre politique, j'avais imaginé que le document préparatoire au 25 ème congrès allait nous permettre de faire un bond en avant considérable sur cette question¹⁰. Je suis déçu, terriblement déçu, et je veux ici m'en expliquer.

Au niveau de la crise d'abord. Faire l'impasse sur les déséquilibres régionaux qu'elle crée, sur les déséquilibres interrégionaux qu'elle développe, sur la mobilité de l'emploi qu'il y a derrière pour déstabiliser les populations, c'est mal apprécier la stratégie capitaliste.

Je ne demande pas de grands développements sur la question mais au moins l'invitation à la réflexion sur ce thème. Parler de la France en général n'est pas le meilleur moyen pour comprendre le pays.

Venons-en à notre stratégie, Un nouveau rassemblement

9 NRPM : Nouveau rassemblement populaire majoritaire, c'est la devise majeure du PCF de cette année là qui remplace ainsi celle de « l'union de la gauche » rendue obsolète par la politique du PS. Le NRPM n'est pas entré dans l'histoire !

10 Je supposais encore que les textes de Congrès servaient à quelque chose.

populaire majoritaire c'est bien. Des initiatives décentralisées : c'est bien. Mais comment comprendre, comment agir si l'on n'inscrit pas cela dans une démarche régionale ? Les initiatives diverses peuvent dans bien des cas trouver leur cohérence, leur efficacité au niveau régional. Dans le cas contraire c'est l'émiettement.

Et maintenant le parti. Le document est cohérent en la matière puisque, même pour le parti, il fait l'impasse sur l'activité des comités régionaux. On évoque longuement la cellule, puis plus brièvement le comité de section, le comité fédéral et le comité central. Mais pas un mot sur le comité régional. Pas étonnant si ensuite des camarades proposent sérieusement dans des comités fédéraux la création de ces comités régionaux !

Face à un tel document je m'interroge : suis-je un évadé de la planète Mars ? Qui a fait de moi un obsédé de la région ? Comment avais je compris l'autogestion ?

Désolé, mais je me sens au contraire très impliqué dans la société française et c'est çà qui je crois m'a fait mesurer l'enjeu régional. Quand je lis dans le document : "La décentralisation a une portée concrète très limitée » j'enrage pour au moins deux raisons.

D'abord c'est là une bien triste analyse de classe d'un phénomène de société. La décentralisation n'a pas de bras et n'a jamais rien porté de concret, ni d'abstrait. La décentralisation est l'enjeu capital des années 1980. La bourgeoisie a toujours reculé l'heure de la décentralisation car elle en mesurait toute la dimension démocratique. C'est donc la gauche qui s'est lancé dans l'affaire et la bourgeoisie n'est pas restée les pieds dans sa Roll Royce. C'est clair depuis le début, en maîtrisant autant que faire se peut les aspects démocratiques, elle s'est lancée dans l'affaire pour ses propres bénéfices. Elle

avait besoin de la décentralisation pour restructurer sa stratégie économique, pour « décongestionner » l'Etat, pour masquer la centralisation de son pouvoir sur la société.

Les forces progressistes avaient aussi besoin de la décentralisation pour donner pouvoirs et responsabilités aux citoyens, pour ébaucher l'ère d'une nouvelle démocratie. D'ailleurs, c'est là seulement que l'on peut parler de décentralisation.

Aujourd'hui, faisons le point sur ce combat.

Pour la deuxième raison de mon étonnement face à cette analyse de la décentralisation j'indique que si la stratégie de la bourgeoisie l'emporte, la décentralisation produira plus d'impôts, plus de déséquilibres, plus de pouvoirs aux bureaucrates etc.

Et alors la portée concrète sera très limitée ?

Je lis peut-être le document avec mauvaise foi ? Je veux peut-être lui faire dire ce qu'il ne dit pas ? En bref je ne suis peut-être pas un bon communiste ? Qu'on me comprenne bien : je SUIS pleinement d'accord avec la stratégie du parti mais je trouve regrettable qu'on ne se donne pas les moyens de la faire vivre. La prise en compte de l'enjeu régional ne peut tout résoudre mais c'est un indice, c'est une façon de s'inscrire dans les réalités nouvelles, c'est prendre la mesure de la France d'aujourd'hui.

Ceci étant, dans le parti on ne peut tous ressentir la question de la même façon.

Je parle de la périphérie. Quand on est au centre, on oublie peut-être la périphérie. Pour indication je vous informe qu'au 24 ème congrès 70 % des contributions publiées en tribune de discussion venaient de la région

parisienne. Vu de Paris, la Corse c'est loin. Mais l'inverse est tout aussi vrai : vu de Corse, Paris n'est pas l'univers. Et si j'écris c'est que je me dis que peut-être à Paris on peut me comprendre surtout si on est communiste.

16-12-1984

Annexes

Sources: L'enjeu régional Jean Giard, Jacques Scheibling préface du Piquet et postface de Damette 3 ème trimestre 1981. Editions Sociales

Pour une stratégie autogestionnaire : Damette, Scheibling 1979-. Editions sociales

Voici une citation de ce livre :

"Sur ces questions de la région, l'évolution du PCF a été finalement significative de l'ensemble de son évolution stratégique. Le fait régional s'est manifesté avec de plus en plus de puissance dans le mouvement social. Il fait désormais partie des réalités de la France. Or le PUF a su prendre en compte progressivement mais pleinement ce fait régional..."

Malgré ma sympathie pour ce livre et ses auteurs ne peut-on dire avec le recul qu'il s'agit d'une opinion de bureaucrate coupé des réalités ou alors est-ce le parti qui a reculé ?

Ladrecht : Mazauric-Lartigue Editions Sociales avril 1982
Rhône-Alpes : La naissance d'une région : J.M. Auzias, B. Chatran, P.Dibilio, H Jacot, T. Nguyen Fédérop Juillet 1983.

J'ai évoqué ce livre dans le courrier des lecteurs de Révolution car malgré toute ma sympathie pour ce journal j'ai pu avec regret constater qu'il avait ignoré ce livre.

L'économie nouvelle à bras le corps Philippe Herzog 1984
Editions sociales p. 350 à 35

C'est Philippe Herzog qui dans l'Huma présenta le livre « L'enjeu régional » et il concluait ainsi son article :

"Le livre de Jean Giard et Jacques Scheibling va beaucoup aider à saisir l'enjeu régional. Nous ne disons pas : tout ce qui est région est bien. Nous disons : il faut y aller, il faut faire une grande chose de la région pour que se déploie l'intervention décentralisée des travailleurs contre la crise."

Moi non plus je ne dis pas que tout ce qui est région c'est bien puisqu'il s'agit d'un combat.

Je dis même que le livre « L'enjeu régional » aurait pu aller plus loin mais refusant le volontarisme j'en suis resté à ce que disait Herzog. Je n'aurais pas imaginé un recul, espérant une avancée ?

Listes des réunions des comités régionaux 1982-1983-1984 :

1- Réunion fondatrice début 1980

2 - 30 Avril 1980 à 15h : préparation d'un colloque. Intervention de Piquet

3 - 12 Juin 1980 à 10 h30 : les élus communistes au conseil régional ; information sur l'avant-projet de loi du Parti sur la région.

4 - 5 janvier 81 à 14h30: préparation du rassemblement avec Marchais

5 - 23 Juin 1982 : nouveau comité régional

6 - 2 septembre 1982 : parution du premier bulletin

7 - 3 Novembre 1982 : Bilan de l'action après la venue de Mitterrand dans la région

8 - 19 janvier 1983 : préciser le contenu de l'échelon régional...

9 - 14 avril 1983: préparation des assises régionales du 4 juin

10 - 22 juin 1983 : bilan des assises

11 - 5 octobre 1983

12- 14 décembre 1983 : préparation d'une initiative à Pamiers qui finalement n'aura pas lieu

13 - 8 février 1984

14 - 24 octobre 1984 : « Il existe une sous-estimation générale de l'importance des questions régionales dans le parti."Ainsi débute la convocation...

15 - 5 décembre 1984 : entre autre, le budget au conseil régional mais aussi le congrès...

(Peut-être une réunion manque à l'appel).

Derrière ces dates il faut imaginer une bonne vingtaine de camarades de la région Midi-Pyrénées, un groupe de dirigeants régionaux, des élus régionaux et des membres du CC. Après le 24 ème congrès la région en compte cinq dont il n'est peut-être pas inutile de rappeler les noms:

Sylviane Ainardi qui dirige le comité régional et la fédé de Haute-Garonne,

Martine Blanco de la même fédération

Nelly Foissac de la fédé du Tarn

Michèle Saurel qui dirige la fédé de l'Aveyron

Claude Labres seul homme que je garde donc pour la fin et qui depuis 1983 n'est plus dans la région mais occupe des fonctions à Paris.

Peut-être allons-nous le voir rentrer au Bureau Politique.

A moins que...

Notre département est vous le savez sans membre du CC. Sans que je souhaite que chaque département ait son membre du CC j'ai bon espoir pour qu'Alain Raynal soit élu cette année à cette fonction. J'avais fait cette proposition en 1982.



Parti Communiste Français

Comité Régional de Midi-Pyrénées allée Marc saint-sauens 31300 toulouse tél. 41.11.96

62/85/YS/HR

Toulouse, le 2 Octobre 1985

Objet : Affaires Culturelles

Aux Camarades :

Alain RIVIERE, Gilbert BAQUE, J. BRIANTI
Félix CASTAN, cde TRUCE, J.F. PUJOL, A. HOGGER
E.SILVANO, J. CAZALBOU, J.P. DAMACCIO.

Chers Camarades,

Le 23 Octobre prochain à 17 heures, le Comité Régional du Parti organise une réunion de travail sur les questions de la culture en Midi-Pyrénées.

Cette réunion se tiendra à la Maison du P.C.F.
1, Allée Marc St-Sauens à Toulouse (Parking Géant CASINO-Mirail).

Tout d'abord notre camarade Yvan SQUPTES, Conseiller Régional, membre de la Commission des affaires culturelles du Conseil Régional, souhaite rencontrer des militants communistes plus particulièrement concernés par ces questions afin de les informer des compétences de la Région dans ce domaine.

- Cette première réunion de travail aura pour but :
- de mettre sur pied un collectif qui pourrait aider l'élu Régional dans sa tâche ;
 - de définir des propositions du Parti au plan régional ;
 - éventuellement de mettre sur pied une initiative culturelle régionale.

Nous souhaitons ta participation à cette réunion.

Dans l'attente de nous rencontrer

Fraternellement,

Pour le Comité Régional

Huguette REY.

La société de l'autoroute.

J'ai une passion pour la société d'aujourd'hui.

Il m'arrive de discuter avec des adversaires politiques et un soir l'un d'eux (le maire de mon village) voulait m'expliquer que concernant le paiement des études scolaires, c'était comme pour l'autoroute. Il fallait savoir ce qu'on choisissait : -soit tous les contribuables payaient pour les utilisateurs de l'autoroute et elles pouvaient devenir gratuites, soit on évitait une charge aux contribuables en faisant payer les usagers de l'autoroute. Vous imaginez la suite du débat.

Chercher à comprendre cette société moderne n'est pas un acte gratuit. Quand on en trouve les rouages on peut y lancer quelques grains de sable.

Prenons donc la société de l'autoroute.

On l'a vue c'est d'abord celle qui vous fait payer. En effet vous prenez sagement votre ticket et vous déboursez à la sortie. Le grain de sable pourrait être le refus de prendre soi-même le ticket à l'entrée mais tout est prévu, on vous fera payer le prix fort, à la sortie.

Autrefois à l'école je rigolais doucement quand on nous parlait des impôts sur les fenêtres ou des ponts à péage. Il était temps qu'on abolisse les droits féodaux !

N'imaginez pas que je vais me livrer à une comparaison simpliste car s'il faut chercher à comprendre la société d'aujourd'hui c'est que pour le paiement de l'autoroute il y a une différence capitale : on n'est pas obligé de prendre l'autoroute (on prend soi-même le ticket).

Ce qui m'intéresse dans notre société c'est qu'à chaque moment on vous invite à choisir. C'est la grande invention de la société capitaliste moderne : le

détournement (sans pirate de l'air) de la liberté. Autoroute ou nationale, cheveux longs ou courts, seins nus ou pas, c'est toujours le paradis de la liberté.

Le premier Dieu de la société : Monsieur Choisir. Et la revue répond : Que choisir ? Et dans ce dialogue qui n'est pas inutile Monsieur Argent passa incognito. Pour l'autoroute : le riche se paie sans hésiter la sécurité, le pauvre se demande s'il se paie la sécurité. Et le capitaliste a toujours une réponse. Le pauvre n'a pas de chance : il a choisi le mauvais numéro. Prenez l'exemple de l'autoroute et remarquez qu'il n'y a pas que la question des usagers. L'autoroute va fixer dans sa proche périphérie les zones en développement et ailleurs qu'y faire (c'est la rançon du progrès : qui empêche ? qui au fait?) ? Ce sera la zone de repos.

L'inégalité entre les hommes n'est plus de droit divin, elle devient l'œuvre des hommes eux-mêmes : à eux de faire leurs preuves.

Les banalités que j'évoque m'amène au moment présent : la crise de la société de l'autoroute. Ce mot crise est mangé à longueur de journée à toutes les sauces. De la crise de nerfs à la crise mondiale on passe par tous les états (nous on exclut les pays socialistes inaptes à la crise). Cette crise fait bien sûr l'objet d'analyse dans le projet de résolution : "Les développements récents de la crise concernent particulièrement l'entreprise, les institutions et la vie politique, la vie sociale, les relations internationales."

Je n'ai pas la prétention de faire ici une analyse approfondie de la crise mais celle de suggérer quelques pistes de réflexion.

1-chercher la crise ce n'est pas uniquement faire l'inventaire de ce qui va mal dans une société. La crise ce

n'est pas le prix excessif de l'autoroute.

2-Il faut aller plus loin et pour cela prenons cette autre citation du projet :

"Le chômage a des conséquences matérielles mais aussi sociales et morales; il pèse sur les comportements notamment dans la jeunesse, entraîne de nouveaux drames."

Je crains que cette phrase ne soit valable pour le chômage de tous les temps et de tous les lieux. Elle est valable pour la société de la machine à vapeur ou pour la société mécanique. Et cette intervention vise à montrer que la société électronique d'aujourd'hui même si elle est capitaliste comme les précédentes, est très spécifique. Pour la société de l'autoroute la question du chômage est celle de la mobilité : si tu es sans boulot, l'autoroute est là, suis là et tu trouveras. Le chômage n'a plus aucune conséquence mais c'est lui même qui devient conséquence : conséquence du mauvais choix du chômeur. Tu vas me dire : c'est le discours patronal. Je te réponds : c'est le discours de bien des chômeurs car ce discours s'insère dans toute une pratique sociale qui le rend légitime. Ce n'est pas le discours du chômeur suite à un matraquage patronal. C'est plus subtil que cela.

Bien sûr je n'oublie pas qu'il y a des chômeurs qui luttent et refusent le chômage et je n'oublie pas que l'idéologie dominante bénéficie d'appuis importants dans les médias. Mais les médias ne font pas tout.

Je crois que pour convaincre les gens, le capitalisme a su prendre des chemins détournés. Il a su lâcher les congés payés et il a su ensuite en faire une industrie à son profit.

3-Dans cette crise il faut faire apparaître non seulement son développement quantitatif mais son développement qualitatif. Les gens ont de plus en plus de mal à vivre mais on développe cependant le téléphone, l'implantation

des télé couleurs etc. Donc le développement de la crise c'est dans le mal vivre mais aussi dans son acceptation.

Grâce à la société telle qu'elle fonctionne, et je reprends ici l'exemple de l'autoroute, la crise met l'individu en situation de culpabilité.

En choisissant de prendre l'autoroute il a choisi sa propre exploitation. Et pour lui c'est de ce choix que dépend cette exploitation. Donc il est coupable et n'a plus rien à faire, De l'acte de l'individu au discours qu'il induit, cette société l'enferme en lui-même.

En forme de pause dans cette réflexion j'indique que je suis à 150% pour les autoroutes. Comme je suis un militant occitan vous risquez de croire que je n'aime pas ces plaques de goudron qui mangent les bonnes terres, brisent le paysage, provoquent des passages rapides de personnes qui ne prennent même plus la peine de s'arrêter visiter notre beau pays. J'en ai entendu des arguments de ce genre dans le parti et en dehors (autant d'un côté que de l'autre) contre les autoroutes. Moi, je suis pour, indiscutablement pour.

C'est d'ailleurs pour cette raison que je m'interroge. Si on est sur le recul face à un phénomène de société on ne peut vraiment l'appréhender. Il faut au contraire se jeter tête en avant dans le cœur de cette société. Et pour terminer cette pause encore un truc : j'entends une voix ironique me dire : mais les travailleurs ils ne la prennent même pas l'autoroute alors tais-toi. Je reconnais que j'aurais pu prendre une autre image : celle de la société télévision ou celle de la société automobile ou encore celle de la société du crédit. En fait l'image que j'aime la mieux en ce domaine c'est celle de la self-société mais j'ai déjà par ailleurs traité de cet exemple.

Les conclusions se seraient recoupées.

Je remonte donc en voiture, je prends le ticket, j'admire

le paysage du monde digne de se développer, je suis imprégné d'idéologie dominante mais voilà que tout à coup apparaît une voiture en panne au bord de la route.

Ayant conservé quelques souvenirs de ce qu'était la solidarité je m'arrête. La voiture est allemande mais les personnes italiennes. Comme on n'est pas loin de l'Espagne (exactement sur l'A6 dite La Languedocienne : entre Béziers et Narbonne) il y a de quoi discuter. L'autoroute devient tout d'un coup un torrent de communication. Il y a une affaire de parents, d'argent, des mêmes qui n'ont jamais de panne et de l'Italie qui est un beau pays (pas d'allusion au PCI) et là, tout le monde s'est mis à chanter. La vraie communication c'est aussi le chemin de la révolution. Et la crise de notre société est là : le capitalisme pour se développer doit donner de nouveaux pouvoirs aux individus qui risquent d'en transformer l'usage. Quand dans le projet de résolution on lit (et on reconnaît la plume d'Herzog) :

« La modernisation réelle des entreprises appelle un renversement d'optique dans la gestion." Je sens qu'on est sur a bonne voie.

La transformation de notre société ne sera jamais due à l'astuce des communistes mais à leur capacité à s'insérer de façon révolutionnaire dans un mouvement qui porte en lui les moyens de son dépassement.

Le développement de la société n'amène pas de lui-même le socialisme mais dans la situation de notre pays plus qu'ailleurs, ce développement l'appelle avec force.

Le téléphone je m'en sers pour convoquer les réunions de cellule, la télé pour voir de Claude Santelli : Jacques le fataliste, l'autoroute pour un colloque occitan, la machine à écrire pour la conférence fédérale mais je le recensais ma montre me dit que le temps presse car la bonne télé risque de se noyer, l'occitan risque de disparaître et

jusqu'à la section du PCF qui a mal au dos.

Nous sommes à un tournant. La société capitaliste telle qu'elle s'est développée depuis 1945 a besoin d'un nouveau consensus pour passer à l'étape suivante. Ce consensus veut nous faire baisser les bras et a beaucoup de moyens. Pour ma part je ne partirais pas par la fenêtre pour le laisser entrer.

Dans la contribution 4 je reviendrais sur notre stratégie.

Il est évident qu'il faut la réfléchir par rapport à la société d'aujourd'hui et non pas par rapport à celle de 1928.

En conclusion sur ce point il me semble qu'on a intérêt à poursuivre l'analyse de la crise dans sa réalité concrète et pas seulement à partir des lois économiques du capitalisme monopoliste d'Etat. Je n'oppose pas les deux démarches et pour une part le projet de résolution non plus, mais il faut les équilibrer. Car connaître la réalité c'est déjà contribuer à la transformer (sans que cela ne soit mécanique).

Puisque pas à pas le capitalisme nous a cédé le Dieu Choisir prenons le en main, faisons le prendre en main, prenons la main des autres

Sources : L'économie nouvelle à bras le corps Philippe Herzog 1984 Editions Sociales

Revue Société Française numéro 12 : Quelle crise ? Numéro passionnant mais qui vaut 90F. On peut consulter celui qui est à la fédé c'est bon pour la santé.

Critique de la vie quotidienne tome 3 Henri Lefebvre Arche éditeur, 1981

Le Capitalisme de la séduction Miche Clouscard Editions Sociales 1982

La bête sauvage Michel Clouscard Editions sociales

L'espace ouvrier puis Le Travail ouvrier de Michel Verret A. Colin

Le politicard mot français qui n'a pas de féminin

Pendant longtemps je me suis demandé pourquoi le Front Populaire n'avait pas accordé le droit de vote aux femmes. J'ai fini par comprendre et j'en tire quelques conséquences pratiques.

La politique et les femmes

En France je crois à l'existence de la gauche dans les réalités de notre peuple même si aujourd'hui cet enracinement historique est mis à mal.

Et sur la question de la politique et des femmes il y a bien une pratique de gauche avec en son sein de faibles différences entre socialistes et communistes.

Avant de bondir lisez plutôt ce que je veux ici essayer d'expliquer.

La droite est contre la politique et en face ce qui fonde la gauche c'est sa volonté d'inclure le peuple dans le champ des décisions orientant la vie sociale de la nation.

Dans ce schéma la droite veut laisser les femmes à la maison, les enfermer dans un rôle social subalterne. La droite veut cela pour les femmes et aussi bien sûr pour que les femmes s'appuient sur un vécu social limité (par les murs du foyer) pour se faire une idée.

Non pas que les murs du foyer soient forcément une limitation du champ de vision ni qu'il soit le seul lieu d'enfermement des femmes. La droite peut provoquer l'élection de femmes et en projetant ces dernières dans le mouvement social peut aussi les maintenir dans le même état de sous- homme qu'on leur offre.

Dans ce schéma, la gauche veut le bonheur des femmes comme celui des hommes. Pour produire les changements elle s'est fixée la prise de pouvoir de l'Etat et

la distribution du changement par en haut de façon plus ou moins pédagogique. Comme on le verra dans le chapitre 4 les communistes travaillent à sortir de ce mécanisme dans lequel les socialistes s'embourbent. Mais au-delà des différences pratiques qui se produisent aujourd'hui il y avait bien, auparavant, une même démarche aux buts il est vrai totalement différents.

De cette pratique politique de la gauche il en est résulté une conception de la femme. Aux hommes l'administration sociale et aux femmes l'administration de la vie privée. Vouloir le bonheur des femmes, dans la politique de gauche, c'est donner les moyens de bien éduquer les enfants, d'avoir un peu d'argent sous forme d'allocations etc.

Volonté non négligeable qui à elle-seule justifie son rôle progressiste mais volonté bien insuffisante.

Alors l'inscription des femmes dans la gauche ?

Parfois on me dit : ne faisons pas de la question féminine une question particulière sinon nous allons les enfermer une fois de plus dans un ghetto. Ce n'est pas avec des bons sentiments qu'on fait une bonne politique.

L'exemple du droit de vote est significatif. Pourquoi a-t-il fallu attendre un siècle entre ce droit accordé aux hommes et ce même droit accordé aux femmes de notre pays ?

Problème de mentalité...

Pour rattraper le retard il faut des mesures spécifiques, et dans le même mouvement des mesures générales. Changer notre conception de la politique, casser la barrière inutile entre ce qui ressort du privé et ce qui ressort du social, c'est une mesure générale qui, à mon sens, peut faciliter l'insertion des femmes dans la lutte politique, et inversement l'insertion des femmes dans la lutte est le meilleur moyen de casser les vieilles

démarches.

On a vu la différence de démarche qui s'opère entre socialistes et communistes et il me faut donc maintenant analyser la question plus précise des femmes et du PCF.

L'inscription des femmes dans le combat communiste

Elle ne se fera que dans la sortie de l'idéologie de la gauche. Si je crois en la gauche c'est que je crois en sa transformation.

Depuis 1968 on a commencé à sortir de cette idéologie.

Aujourd'hui, le projet de résolution indique :

« Poursuivre l'action pour l'égalité des femmes. Si des conquêtes significatives ont pu être obtenues dans les dernières années, beaucoup reste à faire pour atteindre cette égalité dans la vie à laquelle les femmes aspirent. L'accès au travail, au métier, à la qualification et à la responsabilité professionnelle, le respect de la dignité, le temps de vivre, la liberté de choisir sa vie, l'évolution des mentalités, le droit à la parole sont autant de domaines concernés. Les progrès à réaliser commande de s'en prendre aux inégalités qu'accentue la crise du système capitaliste qui organise les discriminations, tend à maintenir la femme dans une situation subalterne, entretient la misogynie. »

Des femmes pourraient peut-être préciser les formules, pour ma part ma question c'est celle des moyens que nous nous donnons pour notre politique. Vous conviendrez que si les moyens ne suivent pas, ces paroles restent au niveau du discours idéologique et retombent dans l'idéologie de gauche que nous voulons dépasser.

Malheureusement les faits montrent que les femmes ont du mal à s'insérer dans le PCF.

Evolution de la présence féminine au comité central:

20 ème congrès : 14 femmes sur 118 membres soit 10,9%

22 ème congrès : 23 femmes sur 121 membres soit 19%

(16% au 21 ème congrès)

23 ème congrès : 32 femmes sur 145 membres soit 22%

24 ème congrès : 30 femmes sur 145 membres soit 20,6%

25 ème congrès : 28 femmes sur 138 membres soit 20,2%
(données d'après Congrès)

Concernant cette même présence dans le Comité fédéral de Tarn et Garonne :

18,8% en 1977, 15,6% en 1979, 18,7% en 1982

Sur ces deux points il s'agit de chiffres concernant des organismes internes où nous avons tout pouvoir.

Quand il s'agit de présenter des femmes aux élections les chiffres sont les suivants :

Législatives 78 : 19,5% puis en 81 : 18,67 (en 1973:9,2%)

Européennes 79 : 27% puis 84 : 19,7%.

Evolution de l'intervention féminine dans la tribune de discussion de l'Huma :

1982 : 11,9% (26 interventions sur 217), 1984 : 8,7% à la date du 14 janvier.

Les chiffres ne peuvent tout dire et de plus ce n'est pas là les seuls chiffres qu'il faudrait consulter.

J'en ai pour ma part déduit depuis 1980 une régression de l'intervention des femmes dans le PCF. Alors que dans les années 1970 il y a eu un bond en avant considérable les années 1980 semblent signifier une stagnation voire une régression.

J'aurai aimé avoir une analyse de ce phénomène. Non pas pour le plaisir de se lamenter mais pour savoir quels moyens nous devons prendre pour inverser cette tendance.

Les femmes s'insèrent de plus en plus dans la société et fait exceptionnel pour la première fois la crise, ne signifie pas la régression de l'emploi féminin mais ou contraire son développement.

On peut invoquer pour expliquer le phénomène plusieurs

autres raisons :

-ceux extérieurs au parti : les mouvements féministes s'essoufflent ;

si ce phénomène est vrai (je le conteste) c'est la preuve que des mouvements extérieurs au PCF peuvent avoir en son sein d'heureuses conséquences.

si ce phénomène est faux, et je le pense, c'est qu'au-delà de notre beau discours nous n'avons pas les pratiques conséquentes. Rassurez-vous les autres partis politiques ne font pas mieux même s'il ne faut pas négliger l'effort de la droite en ce domaine.

Pour information j'indiquerais que dans mon canton en 77 il n'y avait encore aucune femme dans les conseils municipaux alors qu'en 1983 il y en a partout sauf à Monclar et dans tous les cas il s'agit de femmes élues sur les listes de droite. Cependant la gauche n'a fait élire que peu d'hommes !

Je crois que le PCF n'a pas encore su vraiment adopter une pratique correspondant à des pratiques féminines.

- phénomènes internes au PCF. J'ai peut-être tendance sur la question ici traitée à privilégier les raisons internes aux autres mais que voulez-vous c'est mon expérience qui me le montre, et qui m'incite à demander des mesures spécifiques pour changer la situation.

Venons-en aux mesures spécifiques:

- non pas la décision d'un quota de femmes dans les organismes dirigeants mais la clarté et l'attention soutenue sur ce problème : susciter la discussion à chaque niveau et montrer en toute franchise la réalité au lieu de se féliciter en 1984 de la présence sur la liste du parti de près de 20% de femmes quand il y en avait 27% en 1979...

- inciter à l'organisation de réunions de cellules aux heures et jours disponibles pour les femmes

- inviter à chaque niveau les femmes communistes à se réunir pour réfléchir entre elles aux propositions à faire en cellule pour que les femmes aient plus de place dans le PCF

- accentuer la présence des femmes communistes dans les mouvements féminins et en premier lieu l'UFF

-montrer comment notre stratégie autogestionnaire rencontre le combat féministe et quelles conséquences elle entraîne pour la pratique des militants hommes

-que notre presse et notre maison d'édition fasse plus pour donner à la parole féminine toute sa place : je me souviens d'une initiative très très heureuse de l'Huma-Dimanche faisant suivre le tour de France par une journaliste femme.

Ce quelques idées pour dire que pour tous les communistes laisser une place aux femmes doit être un objectif pratique et que chacun doit apporter sa pierre. Le rassemblement populaire majoritaire passe par cette analyse.

Sources:

Peu de livres sur les femmes furent publiés par nos maisons d'éditions dans la dernière période aussi j'évoque avec plaisir :

De la pucelle à la minette : Yvonne Knibiehler, Marcel Bernos E. Ravoux Eliane Richard Temps Actuels 1983. L'Huma a-t-elle parlé de ce livre ?

Le livre d'Angela Davis : Femmes, race et classe aux éditions des femmes

Notre stratégie

C'est clair : une stratégie ne se construit pas comme une théorie mathématique. Quoique, même pour une théorie mathématique il n'est pas évident que l'enchaînement logique des propositions suffise pour arriver au but. Une stratégie se construit dans un double mouvement :

—dans le mouvement de la société

—dans le mouvement populaire.

Les deux mouvements ne vont ni au même pas ni forcément dans le même sens. Il faut donc, et c'est ici que réside l'efficacité du marxisme, comprendre que c'est de l'analyse marxiste de la société et du mouvement populaire qui la traverse qu'on peut ébaucher, puis faire évaluer la stratégie de la transformation de cette société.

Je sais que ce premier point, qui est au cœur de notre réflexion depuis le 22^{ème} congrès et qui fonde mon attachement au PCF et à tout notre combat n'est pas toujours compris par les communistes.

Se référant à ce qui est pour moi une déformation du marxisme, ils conçoivent le socialisme comme réalisation d'un idéal. Si idéal nous avons il ne faut pas le confondre avec un modèle préfabriqué d'un socialisme type. Entre le projet de 1917 et l'URSS d'aujourd'hui il y a dû y avoir pour la plupart des gens plus d'imprévus que de prévus.

Je conçois que cette discussion soit difficile. Entre le refus d'un modèle préfabriqué et l'idée que nous sommes incapables de nous préparer au socialisme on peut facilement croire qu'il n'y a qu'un pas à franchir. C'est faux.

De la même façon, dire que notre stratégie s'élabore à partir des réalités, ce n'est pas s'apparenter au réalisme

cher à Fabius et quelques autres

De la même façon dire que le socialisme se construira de façon pacifique ce n'est pas dire qu'il n'y aura pas de ruptures mais passage insensible au socialisme.

De la même façon dire qu'il faut gagner les consciences ne signifie pas qu'on reporte à plus tard la prise de pouvoir ou plus simplement la question du pouvoir.

De la même façon parler d'autogestion n'est pas une façon d'escamoter la question du pouvoir ni un ralliement à la cogestion type RFA.

En réalité si la discussion sur notre stratégie n'est qu'une discussion sur la stratégie, on risque l'impasse. Il faut sans cesse se référer à la société où l'on est. Et ici la discussion renvoie à notre conception du capitalisme. Si celui-ci se définit uniquement par des lois économiques tous les pays capitalistes sont les mêmes.

Mais, et c'est là qu'on retrouve mon attachement à l'étude de notre société, la réalité nous montre que sous des fonctionnements similaires les sociétés capitalistes se différencient profondément suivant les lieux, les époques, les combats politiques etc.

Dans la France d'aujourd'hui, et dans le monde d'aujourd'hui notre stratégie ne peut se concevoir comme prise du pouvoir d'Etat par une minorité avec mise en place d'une dictature de cette minorité (dictature du prolétariat) avec l'espoir reporté à plus tard que la majorité sera gagnée aux idées de la Révolution par l'astucieuse politique du pouvoir central.

Pour des raisons économiques, politiques et culturelles ce modèle, naît pourtant du socialisme français et en particulier de la Commune de Paris et de ses combats, ne peut plus s'appliquer à notre pays.

Je n'en ferais pas ici la démonstration voulant en venir à l'essentiel de mon propos : alors que faire ?

Il faut gagner les masses au combat pour le socialisme.
Pour les gagner à mort le pédagogisme et vive la preuve par l'action.

C'est ce que nous appelons aujourd'hui rassemblement populaire majoritaire L'expérience de trois ans de gouvernement de gauche prouve que le dernier obstacle à la pleine compréhension de cette stratégie est levé : la croyance en un changement possible par le seul bulletin de vote.

En quoi cette stratégie est-elle neuve ?

Pour moi c'est le 23 ème congrès qui est la référence plus que la 22 ème (peut-être parce que j'étais alors à l'étranger) par la critique qu'il a faite de la démarche « programme commun ».

Dès 1979, les masses que nous avons toujours appelées à l'action ne sont plus invitées à soutenir un programme complet mais à élaborer et à agir sur leurs propres terrains.

Il ne s'agissait plus de lutter pour que le programme commun l'emporte et change l'école par exemple mais de lutter ou jour le jour pour que l'école change plus par les luttes des personnes que par les décisions ministérielles. Non pas qu'il y ait opposition entre les deux mais renversement de priorité. Ce changement stratégique du 23 ème congrès entraîne plusieurs conséquences importantes.

1-C'est la perte de perspectives ?

En effet certains peuvent déduire de notre stratégie que l'on reporte à plus tard les changements globaux pour gagner simplement quelques médailles dans l'attente de jours meilleurs. Démarche erronée comme vient de le montrer l'expérience vécue. Apporter le changement sur un plateau à des gens qui le revendiquent du bout des lèvres : ça n'existe pas. Dans un pays comme le nôtre

aujourd'hui le changement ne viendra jamais d'en haut.
Et le socialisme encore moins.

Donc notre démarche définie au 23^{ème} congrès, enrichie
aujourd'hui, est la seule pleine de perspectives. La
perspective est à deux niveaux :

- par ce qu'on gagne en expérience
- par ce qu'on gagne ou concret.

L'exemple c'est celui de l'accord finalement non-signé sur
la flexibilité.

La CGT d'abord seule dans son refus se retrouve avoir
raison. Même un syndicat comme la CGC qui annonce
vite qu'il va signer pour pousser l'accord revient en
arrière. C'est le résultat d'une bagarre même si elle s'est
faite sans grande manifestation.

Malheureusement le plus souvent on est conduit à
donner des exemples où le mouvement populaire échoue
et dans ce cas l'échec est double puisqu'en ne gagne rien
mais qu'en plus l'expérience décourageante fait perdre
des forces. C'est sur ce point qu'il faudra revenir.

2-C'est le changement de pratiques

Dans Révolution numéro 253 (déjà) G. Streiff à propos de
l'URSS écrit :

"Aujourd'hui nous entendons garder les yeux grands
ouverts. L'image qui se forme alors est peut-être moins
épique mais plus exacte et à terme plus convaincante."

Dans le chapitre 5 je dirai ce que j'appelle "avoir les yeux
Grands ouverts" mais ici j'ai un mot à dire sur la réalité
plus ou moins « épique ».

C'est la coutume dans le parti de gonfler les chiffres pour
gonfler les militants. On reconnaît à présent 610.000
adhérents mais on a beaucoup tardé avant de reconnaître
cette baisse.

Concernant les abonnements à l'Huma, il y a toujours des

centaines d'abonnements nouveaux qui sont annoncés et jamais d'augmentation générale .La pratique qui consistait à faire valoir le positif et à cacher le négatif n'est pas propre au PCF mais plus particulièrement chez nous cette pratique ne peut plus avoir cours sinon comment faire appel à l'esprit de responsabilité des uns et des autres.

Cet exemple est significatif de toute une pratique à changer.

Et pour moi l'enthousiasme doit venir plus de ce réalisme et du courage qu'il signifie (car il est plus facile d'annoncer des chiffres fantaisistes que d'analyser les chiffres réels) que du discours "épique" qui fut et reste si servent le nôtre.

Pourtant si le 25^{ème} congrès est une confirmation et un enrichissement de notre stratégie, il y manque un volet qui, une fois de plus, me pose problème, car vous l'avez constaté, il s'ajoute à d'autres.

Le rassemblement populaire majoritaire appelle un effort de réflexion sur la région, sur le féminisme et dans ces deux cas on reste court. N'y aurait-il pas de beaux discours d'un côté et une incapacité pratique de l'autre ?

Cette question me turlupine depuis le 23^{ème} congrès. Elle se pose inévitablement car ce que j'appelle "les beaux discours", ça entraîne une mutation importante du parti mais surtout des pratiques politiques françaises en général. Jamais je n'évoque les problèmes du PCF en eux-mêmes car le PCF n'est jamais seul dans la société. Et la contradiction avec la société est facile à repérer. On veut s'inscrire toujours mieux dans la réalité nationale. Cette réalité est faite en politique d'élections et nous combattons plus que jamais l'électoratisme et la délégation de pouvoir qu'il entraîne (j'y reviendrais chapitre 6).

Donc je conçois que rien ne soit simple aujourd'hui. Mais à ne pas cerner la mal on facilite la mise en cause de notre stratégie et on tout le monde.

Donc je disais il y a un manque dans notre stratégie et le voici :

- il n'y a pas les implications électorales et je m'explique.

Félix Damette dans sa contribution à l'Huma a bien posé le problème que pour ma part j'avais évoqué au Comité Fédéral en Septembre. On a répondu à Damette mais pas sur les faits.

Soyons précis : - va-t-on se désister aux cantonales pour le candidat de gauche le mieux placé ? (c'était ma question au CF de Septembre ou Octobre).

Cette question d'actualité recouvre un problème plus vaste. On se refuse à la traiter. Pour preuve la question posée en Septembre à Tarbes à Marchais sur le désistement aux cantonales et voici la réponse de Marchais rapportée par FR3 :

"Il y aura discussion entre les deux tours".

Cette réponse n'a pas été reportée par l'Huma signe d'un malaise. Malaise évident car n'oublions pas : avec la démarche programme commun le désistement était automatique alors que maintenant on essaie soit du faire croire qu'il peut ne pas être automatique ou qu'il n'est pas automatique.

Combien de fois ai-je entendu dans le parti : - maintenant fini je ne vote plus socialiste au deuxième tour. Et combien de fois ai-je vu des dirigeants satisfaits de cette réaction.

Les questions électorales sont secondaires dans notre stratégie mais il y a du flou : on continue de perdre du temps sur ces questions.

Je prends le risque d'une proposition: xx

- d'abord les accords entre les deux tours comme base du

désistement ne sont pas sérieux.

Il ne s'agit pas de faire voter communiste pour donner du poids au PCF en vue de faire plier les socialistes entre les deux tours .Toutes ces palabres autour « accord ou pas d'accord » (on a encore connu cela, en 1983) n'apportent rien. On n'a plus à se déterminer en fonction de ce que sur le papier le PS veut bien lâcher.

- donc dans tous les cas il faut que la position retenue soit exprimée à l'avance et dans la clarté.

Je souris encore aux tergiversations de Marchais au moment des présidentielles sur cette question. Allez-vous vous désister pour F. Mitterrand ? Ce n'est pas la question d'aujourd'hui...et si j'arrive en tête...

Tout cela n'est pas très bon plusieurs titres.

Comment se décider avant ?

- par rapport ou combat de la droite

- par rapport au combat de la gauche non-communiste.

Par exemple pour les cantonales 1985, je propose que dès aujourd'hui on annonce notre désistement pour le candidat de gauche le mieux placé. Oh nom de quoi ?

- pour battre une droite revancharde

- pour gagner des élus de gauche et en particulier des élus communistes.

Le désistement ne signifie plus comme au temps du programme commun une responsabilité partagée dans la politique suivie par les gens que nous élisons.

Si Mitterrand a été élu c'est grâce aux communistes mais nous n'avons aucune responsabilité dans sa politique d'aujourd'hui. Les responsables sont ceux qui l'ont mis en tête de la gauche.

Je ne me sens aucune responsabilité dans la politique de Mitterrand même si nous avons tout fait pour le faire élire d'autant que j'ai avec mon parti une stratégie

politique qui place ailleurs l'essentiel du combat politique : "Le rôle décisif pour sortir la France de la crise et construire un socialisme à ses couleurs revient au mouvement populaire".

Voilà une phrase capitale qui montre que l'essentiel n'est pas le désistement ou pas. Donc réglons la question clairement – en laissant le suspens pour les bons romans policiers-et passons à la suite.

Sources: (faibles)

- Pour une stratégie autogestionnaire-déjà cité

-Résolution du 22 ème congrès ainsi que celle du 23 ème et 24 ème

Je ne connais pas d'autres textes essentiels. Il faut ensuite lire l'Huma et Révolution.

Complément inattendu et imprévu

J'ai dit ce que j'avais à dire sur l'aspect électoral de notre stratégie, aspect secondaire mais peut-être révélateur. Mon complément c'est suite au débat de Lajoinie sur Europe I, le 13 janvier.

On interroge Lajoinie sur les désistements.

A deux mois des cantonales, il tergiverse. Le journaliste insiste.

Il répond : "les organismes du parti décideront".

Jusque là rien à dire.

Mais à la lecture de l'Huma le lendemain scandale :

"Pour les élections cantonales "comme pour toutes les élections tout se jouera au premier tour" a-t-il indiqué."

Et rien sur l'autre morceau de la phrase sur les désistements.

C'est clair : la direction du parti ne veut pas que les communistes discutent de cela.

Marcel Rigout dit que la logique du projet de résolution permet de penser qu'il y aura désistement. Tel autre camarade : il faudra peut-être maintenir le candidat au 2^{ème} tour etc.

Et nous sommes dans la préparation d'un congrès...

Bon, je me laisse emporter sur le terrain de l'adversaire qui veut que l'on s'intéresse au deuxième tour avant le premier.

Comme si pour l'électeur une élection ne formait pas un tout !

J'ai peur que le PCF ne puisse plus faire la clarté interne sur le sujet. On verra.

Pour ma part je maintiens :

- clarté par des principes clairs définis en commun dès

aujourd'hui

- vote communiste par rapport aux orientations du PCF et non pas dans le but de faire pression sur les autres. On se définit par rapport à nous-mêmes.

- quelque soit le principe retenu pour le second tour le désistement n'est pas un chèque en blanc. Les médias a dit qu'au gouvernement « on avait un pied dedans et un pied dehors » et nous communistes on a essayé de faire croire le contraire. J'espère qu'un jour nous reviendrons dans un gouvernement de gauche et le problème sera TOUJOURS le même. Il est le même; dans nos municipalités d'union, dans la vie du parlement etc.

Quant à ceux qui disent : demandons la proportionnelle plutôt que de parler du deuxième tour je réponds qu'ils boivent du vin en versant de l'eau dans leur verre.

De Gagarine au vieux Molotov

Quand j'ai adhéré à la J.C. en 1970 mon cercle s'appelait Youri Gagarine.

Aujourd'hui je ne sais s'il y a des cercles Brejnev.

En 1970, que l'on soit allé chercher le nom d'un soviétique pour donner plus de poids à un cercle ne pouvait que m'apparaître naturel d'autant que le nom de Youri Gagarine était le nom d'un homme qui portait sur lui les défis gagnés par le socialisme sur le capitalisme.

Et depuis, mes camarades ?

Depuis je suis allé d'interrogations en souffrances.

En 1982 j'avais proposé un amendement sur la Pologne qui fut retenu par la commission.

A mon étonnement cet amendement fut refusé par l'assemblée.

Je suis intervenu pour dire simplement: "De toute façon le congrès reprendra cet amendement".

Et ainsi ceux qui votèrent contre cet amendement à Montauban votèrent pour à Paris.

Triste expérience pour un communiste comme moi.

Dans le parti de 1982 évoquer les pays socialistes même en restant dans le cadre de notre politique c'est faire surgir les vieux réflexes, c'est toucher au sacré et ressortent des arguments qui ont plus de 30 ans.

L'Huma donne l'exemple. Les communistes français s'étonnent que les troupes françaises soient au Liban et proposent qu'une force de l'ONU les remplace. Le gouvernement français refuse cette proposition mais les événements devenant inquiétants il finit par faire cette proposition à l'ONU. Un pays oppose son veto : l'URSS. Devant cette situation embarrassante l'Humanité a réussi l'exploit consistant à taire cette information.

"L'échec" du projet français a bien été évoqué mais sans la mention du responsable qui, à cette occasion préféra jouer le jeu de son ami syrien contre le peuple du Liban.

Et toujours en 1984 un groupe autour de Gallego décide de fonder un autre PCE et à sa constitution parmi les délégations étrangères : l'URSS.

L'Huma évoque le point de vue du PCE qui condamne les scissionnistes et interroge ensuite G. Iglesias mais le PCF ne se mouille pas. Depuis en Catalogne les élections ont donné 6% au PCE (+1% sur les élections précédentes) et 2% à la fraction.

Passons aux jeux de Los Angelès.

Les Américains avaient espéré que les Européens n'iraient pas à Moscou mais en France en particulier la campagne pour le boycott échoua. Avec les jeux de L.A. c'est le retour de bâton.

Des sportifs avaient été d'accord avec nos idées généreuses sur le sport. En 1984 ils se rendent compte que d'un côté comme de l'autre c'est pareil.

Est-ce que je sous-estime les arguments soviétiques ?

En URSS comme aux USA on n'a rien demandé aux athlètes avant la décision. Ce fut en fait une décision politique dans un cas comme dans l'autre.

Les jeux devenaient trop commerciaux, C'est vrai comme le Tour de France et tant d'autres épreuves sportives sauf le tournoi des Cinq Nations. Mais est-ce en refusant de participer qu'on résout le problème ?

Sur cette question le PCF resta timide dans la condamnation de l'attitude de l'URSS.

Et pour terminer l'Afghanistan.

Cela dure depuis 5 ans. Dans l'Huma du 28 Décembre 1984 Jose Fort fait un bel article. "L'Afghanistan doit pouvoir vivre dans l'indépendance et la souveraineté.

Pour y parvenir, ne faut-il pas que prennent fin les violations continuelles en son territoire depuis le Pakistan, ne faut-il pas que cesse par CIA et autres services interposés la fourniture d'armes et de dollars à des gens dont l'honnêteté n'est pas la première qualité ?"

L'URSS pourrait aussi aider par des armes et des roubles le peuple afghan sans envoyer ses propres soldats et cela pendant 5 années.

Je suis pour qu'on demande le retrait immédiat des troupes soviétiques

Vous allez m'accuser de fléchir sous les feux roulants de l'adversaire de classe. Pour moi l'essentiel n'est pas de faire plaisir à l'URSS mais de se battre sur des principes clairs,*

L'armée rouge n'a pas à exporter la révolution mais à défendre un territoire.

Momentanément elle pouvait aller donner un coup de main à un voisin mais en refusant l'engrenage.

Les principes clairs sont ceux de la vérité.

Si je vous dis que la mortalité infantile remontait en

URSS entre 1971 et 1974 et que depuis pour cacher ce phénomène préoccupant on se refuse à publier les données qu'allez vous me dire ?

A l'occultation des chiffres en URSS correspond une occultation de même dans notre presse.

Face à cela dans Révolution Jean Radvanyi pose le problème dans ses contradictions.

Il reconnaît la réalité du problème (et c'est un problème grave), il montre le débat qu'il y a dans le pays, les responsabilités etc..»

Voilà une attitude plus sérieuse que celle qui consiste à su fermer les yeux ou à répondre systématiquement : pression de l'adversaire de classe.

Dans sa chanson le Bilan Jean Ferrat montre de façon magnifique l'attitude qui pourrait être la notre. Publiant et chantant cette chanson en 1980, je pense qu'on peut dire une fois de plus que l'artiste a bien senti l'opinion du peuple communiste.

Disant ce qu'il dit, cela n'empêche pas Ferrat d'appeler à voter Marchais. Mais quelques autres doutent. Je n'ai jamais cru que les évènements d'Afghanistan ou de Pologne passionnent les Français et déterminent leurs volontés mais ce qui se passe dans ces pays là alimente des doutes par rapport au PCF (d'ailleurs toute la présentation des évènements est faite en ce sens). Est-ce à dire que je suis du genre de camarade décrit ainsi par Marchais :

"A partir de là (la mauvaise image des pays socialistes) il arrive que des camarades fassent le raisonnement suivant : puisque ces pays sont apparemment un "boulet" que nous traînons, qu'est ce qui nous empêche de couper la chaîne ? Rompons avec eux ; proclamons que ce que nous voulons pour la France est à l'opposé de ce qu'ils font ; nous n'aurons pas résolu tous nos problèmes mais celui-

là au moins aura disparu. Une telle démarche est profondément erronée."

Généralement, ceux qui, dans le PCF, mettent en cause notre attitude vis à vis des pays socialistes n'ont pas les idées simplistes que leur attribue G. Marchais. Sa façon de présenter les choses me scandalise.

En demandant que l'Armée rouge quitte l'Afghanistan je n'imagine pas résoudre un problème car je sais qu'on reprochera ensuite à l'URSS les aides en armes qu'ils continueront d'envoyer à l'Afghanistan. Je sais qu'au Nicaragua quand un bateau soviétique approche, les USA crient de suite qu'il s'agit d'armes et je n'oublie pas la Grenade.

C'est de ce piège éternel qui se referme sur nous que je veux sortir.

Ou tu te tais ou tu parles comme nos adversaires. Etant communiste je n'ai pas l'habitude de me taire et étant communiste je n'ai pas l'habitude de me fier à mes adversaires. Alors ? Alors revenons-en à notre idéal.

Discutons sainement des problèmes du socialisme dans le Monde.

C'est sur ce point qu'il y a le plus de tabous dans le PCF. Non pas pour maintenir la balance égale entre le négatif et le positif, entre la critique et les félicitations mais pour mieux forger notre combat pour le socialisme en France.

Que propose le 25^{ème} congrès sur le sujet ?

- une meilleure approche de la définition du socialisme
- une reconnaissance des contradictions des sociétés socialistes

Mais au-delà de ces déclarations de principe quelle traduction concrète dans la vie?

Ma traduction concrète sera une proposition

d'amendement et la publication ici de la chanson de Ferrat.

Au sujet de Molotov ancien ministre des affaires étrangères de Staline sa photo fut publiée dans l'Huma avec l'information suivante : il venait de pouvoir reprendre sa carte au parti et pendant ce temps on enlevait sa nationalité à Lioubinov. C'était en 1984.

Ah ! Ils nous en ont fait avaler des coulevres

Extrait de la chanson le Bilan Ferrat 80)

Sources:

Au-delà des nombreux articles de Révolution qui sur le sujet couvre bien les questions je crois juste de revenir à :

-L'URSS et nous M. Adler, F. Cohen, M. Decailot, Cl. Frioux, L. Robel E. Sociales

-Le casse tête chinois M. Roux. Editions Sociales. Le premier est de 1978

Plus trois livres:

Jiri Hajek : Prague 68-73 Seuil ;

P.Li : Quand les journalistes polonais parlaient;

Adler-Rony : L'internationale et le genre humain.

(les deux derniers livres sont écrits par d'anciens membres du parti dont l'un Pierre Li fut correspondant de l'Huma en Pologne de 1972 à 1976)

Pour une idée neuve du bonheur

Bonheur : ce n'est pas un mot de notre langage et il est donc absent du projet de résolution. Je n'en fais pas une affaire, je tiens simplement à formuler ici quelques idées farfelues qui, en dehors des textes, me font communistes. En parlant de textes je note que c'est le mot espoir qui est le plus en vogue parmi nous. Nous sommes le parti de l'espoir. Ce mot a peut-être la cote car il renvoie immédiatement à son contraire désespoir, et marque ainsi facilement l'antagonisme entre socialisme et capitalisme (plus loin je précise pourquoi le malheur n'est pas le simple contraire du bonheur).

Remarquons que le mot désespoir laisse de plus en plus la place à désespérance. Cherchez la différence entre ces deux définitions :

Désespoir : abattement total de quelqu'un qui a cessé d'espérer.

Désespérance : état d'une personne qui a perdu l'espérance.

Là où je suis farfelu c'est qu'étant sans espérance, je ne suis pas abattu...

Mais venons en au fait : j'ai un faible pour le mot bonheur.

Ce n'est pas vieux je l'avoue. Face au bonheur j'ai longtemps adopté deux comporte-ments : l'indifférence ou l'évidence. Prenez la phrase légendaire de Saint Just : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. » J'ai acheté les œuvres complètes de Saint Just seulement à cause de cette phrase car j'ai fini par m'interroger : Comment le bonheur a-t-il pu être une idée neuve ? L'aspiration au bonheur ne serait-elle pas une aspiration naturelle de

tout homme à travers les siècles ? J'ai donc longtemps pensé que s'il fallait montrer que le bonheur n'a pas le même prix pour tout le monde, il n'en demeurerait pas moins que tout monde, d'évidence aspirait au bonheur.

En même temps je pensais que ce mot de bonheur était un mot bien vague, bien creux, sans nul doute un truc d'intellectuel en peine de mots et en mal de peine. Tout juste une affaire pour sourire de la peine des hommes. Or, voilà que peut-être, en prenant le virus intellectuel, je suis devenu un communiste - bonheur. Simple état d'âme ?

C'est toujours dans le combat qu'on trouve la réponse.

Quelques brillantes têtes autour du Pivot télévisuel n'en finissaient pas d'inviter les téléspectateurs à se méfier du bonheur. Ils me mirent la puce à l'oreille et depuis j'ai gratté. Ils me disaient ici et là que c'est simple comme un bonjour, que la preuve nous l'avions, et qu'il ne fallait surtout pas recommencer. Ils déblatéraient poliment sur tous les moches sentiments qu'au nom du bonheur on pouvait instaurer... dictatorialement. A chaque mot, ici ou là, on sentait les fauteuils devenir plus confortables, les cravates plus belles et les têtes plus grosses. Je ne sais pas s'ils étaient de la Nouvelle Adroite mais ils savaient causer que je n'en pouvais plus.

Je ne regrette pas ma lecture de Saint Just. Le bonheur doit en 1984 devenir une idée neuve en Europe et pourtant je n'admets aucune leçon de l'histoire puisqu'elle ne se répète jamais.

La croisade anti-bonheur de nos savants-généraux modernes est cousue de fil blanc. « Dans les pays socialistes ils ont eu l'audace de vouloir faire le bonheur du peuple contre le gré des peuples. Il faut donc que tout le monde soit vacciné : le bonheur est discrédité. » Je viens de l'écrire : ces savants modernes sont les généraux

d'aujourd'hui. Ils tuent sans arme, et sans guerre. C'est là qu'on mesure l'importance de la question des pays socialistes. C'est grâce aux déraillements de ces pays là que nos savants modernes jouent leur comédie. Ils ont mis un scénario en place qui vise à rabaisser l'homme pour laisser monter le taux de profit. Mieux, l'homme va se rabaisser lui-même en refusant le bonheur. Le bonheur ne sera jamais coté en Bourse. Le bonheur du travail bien fait est sans rentabilité. A moins qu'un fils de pub se charge de la question et le temps d'un été, le bonheur se sera les Bahamas.

Lénine a voulu faire le bonheur de son peuple et au nom de cet idéal, il a réussi (fait rare) à prendre le pouvoir et même à le garder. L'objectif des hommes de 1917 est-il atteint ?

La réponse à cette question doit avoir de l'intérêt pour les Soviétiques, mais moi en France, je suis dans un autre pays et je ne connais personne qui puisse me justifier l'enterrement du bonheur même en grande pompe. Je refuse de m'autodétruire car pour moi tel est l'objectif qu'on nous fixe à coups de hypocrites voyages vers l'Est (ce qui est faire beaucoup de cas d'expériences dont on nous rabâche pourtant qu'elles sont chaque année plus catastrophiques).

Le contraire du bonheur ce n'est pas le malheur mais la peur. Celui qui est dans le malheur et qui le ressent ainsi, peut encore croire au bonheur. Mais celui qui a peur ?

Aujourd'hui les hommes ont peur. Peur de l'accident, de perdre le boulot, de l'agression... C'est la peur qui pousse les hommes à pousser les canons¹¹.

Aujourd'hui sans mobilisation militaire, sans ennemi

¹¹ Depuis nous avons la peur écologique... la peur climatique... la peur scientifique mais jamais la peur capitaliste.

extérieur, ils veulent nous enfoncer dans la peur. On a eu peur des jaunes, des rouges mais aujourd'hui même les communistes ne font plus peur (même s'ils soulèvent la haine de quelques uns). La peur est plus profonde. Nous mêmes, nous incitons à la peur en montrant les dangers d'une guerre atomique mais en même temps nous montrons la voie de l'espoir. Seulement suffit-elle ?

La peur est réactionnaire et le bonheur révolutionnaire. Quant à l'espoir, il est réformiste !

Je ne veux pas dire que la politique du parti est réformiste sinon je le dirais sans détour. C'est juste le mot que j'interroge. Je ne veux pas d'ailleurs à partir du mot bonheur inventer une politique du bonheur à un taux variant au rythme de l'inflation.

« Le bonheur inventé définitivement » comme Ferrat chante juste !

Dans la tribune de discussion de ***l'Humanité*** un camarade écrivait : « Voulons-nous un texte qui se contente de donner la meilleure analyse possible de la situation et un plan d'action, ou voulons-nous aussi qu'après le congrès les communistes soient enthousiastes ? » Il proposait de mieux s'inscrire dans le mouvement « irrésistible » de libération des peuples : « Nous ne réoxygénerons notre Hexagone qu'en ouvrant nos fenêtres sur l'air du monde. »

En effet, ne prenons pas la France pour le centre du monde et la terre pour le centre de l'univers mais n'allons pas demander le bonheur à la porte d'à côté. Ce n'est pas cela qu'ils peuvent nous donner, les peuples du monde ! Quant à l'enthousiasme, revenons-y. On a mis ces dernières années l'enthousiasme des communistes à rude épreuve. Lajoinie qui quatre jours avant les Présidentielles de 1981 disait : « nous ferons 25% » !

Mon enthousiasme personnel n'a jamais été à cette école. Il ne s'est jamais gonflé de chiffres, non pas que je m'estime plus malins que d'autres, mais parce que je puisse mes forces ailleurs. J'ai été surpris par le mauvais score de Marchais, par le mauvais score des Européennes de 1984 et bien sûr attristé. Concernant le parti, j'ai été refroidi ces derniers temps, mais mon enthousiasme militant reste intact car c'est dans la réalité sociale telle qu'elle est, que je l'alimente. Si d'un côté je constate que j'affronte d'affreux oiseaux de malheur qui sèment l'autodestruction, je sais qu'en même temps les malades refusent de se laisser soigner sans comprendre.

« Le bonheur est dans le pré, cours y vite il va filer » dit la chanson. Avec la société capitaliste le bonheur n'est plus dans le pré (il n'y a plus de pré) mais on n'a plus à courir après, car il est là. Je parle de la société capitaliste d'aujourd'hui que je refuse d'assimiler à la société du malheur. Il faut se construire le bonheur là où l'on est, et dans un igloo si on est au pôle.

Alors le bonheur ne serait-il qu'une question individuelle ? Est-ce que ce ne serait qu'une question de vie privée ? Est ce qu'il ne faudrait pas dire chacun son bonheur ?

Je persiste et signe dans le farfelu. L'enthousiasme se puise dans la réalité. Le privé n'existe plus et tout est politique (ce que j'ai refusé de comprendre longtemps). Le plus politique des deux n'est pas toujours celui qui vote à toutes les élections. Le bonheur inventé c'est celui qui a du cœur et les communistes n'en manquent pas... surtout en dehors des réunions du parti.

Et s'il est inventé définitivement c'est que le capitalisme nous donne les armes pour cela, à condition qu'on le remette sur ses pieds. C'est parce que le bonheur est une affaire individuelle que c'est une affaire de société. C'est quand il est affaire de société qu'il est bonheur individuel.

La solution Le Pen c'est le bonheur mécanique de l'homme-rouage.

Dans ce cas le bonheur devient une huile super-molygraphite désinfectante, et anti-poussière communiste pour rouages grippés. L'homme vaut plus que cela. Mais voilà que je risque de philosopher et je m'en voudrais de faire une concurrence inutile à notre philosophe Lucien Sève qui, en cherchant bien, a pu m'entraîner sur la pente où je me trouve. Alors oui au bonheur.

[Hors-texte encore sur le Bonheur mais qui date de 2010

Suite à la mort de Jean Ferrat, je venais de terminer la reprise du texte « Pour le bonheur 1985 » quand je tombe, sur le numéro de Libération du 17 mars sur deux textes liés à un Forum : « Le bonheur une idée neuve » (débat le 26 mars au TNB). Alain Badiou et Elisabeth Roudinesco tentent deux approches opposées de la question.

Comme Sarkozy souhaite moraliser le capitalisme, Roudinesco propose plus sérieusement de « moraliser » le socialisme ou pour le dire avec ses mots aller vers un projet « qui n'éliminerait pas les libertés fondamentales et permettrait de combattre l'ignorance, l'obscurantisme, le communautarisme. » Le titre de son article : aucune révolution n'a réussi à concilier liberté et égalité ». Son article s'en tient à définir « un vrai pari » pendant qu'Alain Badiou veut en appeler au présent contre la promesse. Il commence fort, par la recherche traditionnelle chez lui, de la provocation : « Les « lendemains qui chantent » n'ont jamais été qu'une mythologie, plus employée, à vrai dire, par les ennemis de

la pensée révolutionnaire ou communiste que par ses amis ou ses militants. » Dans l'article on comprend mieux quand il oppose « les politiciens parlementaires qui, dans leurs « programmes », auxquels eux-mêmes ne croient guère, promettent de satisfaire dans l'avenir les intérêts de leurs diverses clientèles » et la joie du militant qui découvre dans l'action présente qu'il est « capable de bien plus de choses nouvelles que ce qu'il imaginait ». Il termine par une redéfinition du bonheur communiste : « aimez ce que jamais vous ne verrez deux fois. »

Dans ma quête autour du bonheur j'ai plutôt tendance à me retrouver dans le texte de Badiou que dans celui de Roudinesco... tout en me disant qu'ils peuvent se rejoindre, en notant tout d'abord que ce n'est pas le bonheur comme idée neuve qui importe mais une idée neuve du bonheur. Et cette idée neuve doit commencer par réorganiser la dialectique entre le futur et le présent, entre les fins et les moyens, entre l'action et la réflexion.

Je suis d'accord avec Badiou pour contester radicalement le piège religieux de « la promesse » sauf que dans le monde d'aujourd'hui... le présent est une vie à crédit. Pour rendre le présent acceptable, le système a décidé de vendre le futur, de faire payer nos enfants aussi, à l'heure de la lutte, des personnes ou des pays, étranglés par la corde de la dette... se taisent. La question économique de la dette ne peut pas être séparée de celle du bonheur quand il n'y a pas si longtemps le peuple avait pour valeur d'acheter comptant. La démarche de Badiou peut tomber dans l'activisme (l'action pour l'action), une valeur utilisée par les directions syndicales qui proposent des tonnes de manifestations... pour la manifestation : le critère du succès n'est plus la victoire revendicative mais le nombre de manifestants ! Donc il est utile d'en revenir

à E. Roudinesco qui redéfinit les fins : une révolution articulant liberté et égalité, objectif qui, en effet, me paraît primordial. Pour assurer la rencontre entre les deux démarches, pour une idée neuve du bonheur, il faut en finir avec le principe que les fins justifient les moyens pour spécifier que ce sont les moyens qui décident des fins, que ce n'est pas la théorie révolutionnaire qui fixe la pratique révolutionnaire mais que « l'action est le critère de la vérité », et qu'une grande idée du futur est mobilisatrice quand elle se construit en fonction des réalités du présent. La formule « agir local, penser global » devient alors catastrophique. Une idée neuve du bonheur c'est « penser local, agir global ». Il me faudrait un autre article pour éclaircir ce point.

18-03-2010 Jean-Paul Damaggio]

Vive les communistes

Parler du parti n'est pas simple. Avec les pays socialistes c'est un des autres tabous des communistes.

Dès qu'on parle du PCF, on répond : et les autres partis tu as vu comment ils sont !

Ou alors on évoque la situation extérieure qui nous handicape.

Et puis si la discussion se poursuit il te faut finir par choisir :

ou tu es avec le parti ou tu es contre et dans ce choix très vite nos adversaires arrivent pour encourager le "contestataire" qu'on appelle aujourd'hui "le rénovateur".

Cet encouragement est en soi un piège. Tant que tu travailles avec le parti, tu es mis à la sauce du parti et quand tu présentes une critique d'un seul coup tu deviens le sauveur pour les conseillers en tout genre qui se penche « amoureuxment » sur le sort du PCF.

Je connais donc ce contexte éternel qui pousse les communistes à se resserrer surtout au moment des difficultés.

Je prends cependant tous mes risques avec les quelques opinions qui suivent.

1 L'unité du parti et les tendances

Les tendances c'est l'épouvantail.

L'unité c'est le Bon Dieu.

Il y a plusieurs pratiques de l'unité.

Aujourd'hui nous pratiquons l'unité par le vide. Ce n'est pas neuf. Cette unité là est bien pire que les tendances d'autant que les tendances existent dans le parti.

On ne me fera pas croire qu'entre l'Huma et Révolution pour prendre notre presse il n'y a pas deux pratiques de la politique du parti.

On ne me fera pas croire que ces deux pratiques ne sont pas le reflet d'un rapport de force entre deux courants internes à la direction.

Toute l'histoire du parti est traversée par ce débat entre ce que parfois on appelle des sensibilités. Je ne crois plus aux sensibilités mais bien à des tendances qui tiennent à des débats d'idées très profondes et non pas à des personnes, ce que laisse croire le terme de sensibilités.

La promotion d'un communiste au CC ou au BP ou la « dépromotion » exprime ces tendances souterraines. L'unité du parti ne peut consister à cacher ces phénomènes mais au contraire à mettre cartes sur table. C'est à dire en donnant à TOUS les communistes les moyens de juger.

Et l'adversaire ? Il va tout savoir !

Nous sommes aujourd'hui 620 000 membres. Donnons les chiffres par fédération et dans la clarté. Et si tout le monde sait qu'on sait qu'on s'affaiblit et où un s'affaiblit c'est excellent. C'est excellent pour nous communistes mais aussi pour tous les travailleurs. Ils pourront mesurer nos forces, comprendre nos moyens et mieux voir la place qu'ils pourraient occuper.

La démocratie

C'est la tarte à la crème interne. Dirigeants et dirigés on est tous les mêmes.

Je n'ai jamais pensé que la base puisse avoir raison contre la direction ou la direction capable d'imposer sa loi à la base. La démocratie n'est pas une question d'ascenseur.

Il ne s'agit pas de monter ou de descendre.

La démocratie ce sont les moyens de la démocratie. Et aujourd'hui les Français veulent tout savoir et les communistes veulent tout savoir.

La démocratie c'est dire aux gens : voici la cellule, ce qu'elle fait, où elle en est etc.

Et la même démarche doit être entreprise entre tous les échelons du parti. Bien sûr il y a toujours des cas où il vaut mieux que tel ou tel communiste cache son adhésion au parti, (à cause de l'employeur le plus souvent) mais à la condition de rechercher les moyens de la clarté.

Donc que le parti parle plus ouvertement de lui-même.

Cette situation présente des difficultés dont je pense être conscient.

Je ne cherche pas de voie royale. Je cherche la voie d'aujourd'hui.

Nous avons été victimes des pratiques démocratiques extérieures au parti comme par exemple la délégation de pouvoir que nous dénonçons ci souvent et à juste titre.

Dénonçons moins et faisons plus.

Quand on dit que le Comité Central c'est le parlement du PCF insurgeons-nous car le CC est plus qu'un parlement. Ne disons plus : faisons monter les informations pour que la direction sache. Les informations n'ont pas à monter mais à aller vers les gens. Chacun assume ses responsabilités là où il est par rapport à ses fonctions.

La démocratie c'est le combat. Et ce qui doit monter c'est ce combat.

Ce qui fonde le parti ce n'est pas ce que dit le dirigeant numéro 1 sur une antenne de télé mais ce que le communiste peut faire dans son secteur. Qu'il y ait entre certains endroits des situations différentes comme il y a des situations différentes dans le mouvement communiste international, ne peut pas me déranger. A condition que partout chacun soit chez lui en tant que communiste.

Prenons un exemple pour terminer sur ce point.

Une fédé engage la lutte pour la construction d'une usine

dans un chef-lieu de département. Cette lutte peut s'appuyer sur une situation municipale particulière, sur un emploi historiquement spécifique, fondé sur des arguments géographiques convaincants alors qu'ailleurs la même lutte peut s'appuyer sur des arguments différents.

La démocratie n'est pas de déterminer la lutte juste mais de bien analyser les démarches et de donner les moyens de les connaître.

Ce n'est donc pas la démocratie du parti en tant que tel qui me questionne mais la démocratie du parti dans ses rapports à la société.

Les autres partis ont un guide bien connu : l'électoratisme.

Il nous faut un autre guide : la démocratie.

La main aux cinq doigts

Pour en venir au PCF lui-même je le définis comme une main aux cinq doigts.

- 1) l'influence électorale,
- 2) l'organisation,
- 3) les finances,
- 4) la presse,
- 5) sa capacité d'organiser des luttes.

C'est le doigt 5 qui est le plus déterminant. Les quatre autres sont auxiliaires et c'est pour cette raison que je définis la démocratie par rapport aux luttes.

Mais en politique ce n'est pas toujours l'essentiel qui est capital.

Il faut donc voir l'incidence des 4 autres doigts.

3) les finances : l'organisation qui fait que la cellule a un quart des cotisations, la section un autre quart, la fédé un autre et le CC le dernier quart me paraît une organisation irréprochable.

2) l'organisation : la cellule est l'organisme de base déterminant mais le fonctionnement hiérarchique qu'il y a au-dessus isole la cellule dans une section, la section dans une fédération et une fédération dans un pays.

Je suis pour un parti de masse et avec la baisse en nombre de militants en aurait pu poser cette question : pourquoi notre objectif d'un million d'adhérents a-t-il pu être formulé à un moment et pourquoi il n'a pu être atteint ?

Un affrontement a eu lieu dans le parti à ce sujet et les circonstances ont donné raison à ceux qui ne voulaient pas du parti de masse. Certains ont eu le mérite de dire dans le parti que notre objectif du million était mauvais mais d'autres sans rien dire on fait en sorte que le parti ne se donne pas les moyens de cet élargissement, car un parti d'un million et un parti de 500 000 membres ne peuvent fonctionner de la même façon.

Ce ne sont pas des lois qui font fonctionner le parti, ni des statuts mais des militants. Je ne discuterais jamais du centralisme démocratique car c'est un sujet bidon.

Je discuterais du nombre de membre qui doit être important, du débat qui doit en conséquence être respectueux à tous les niveaux, des opinions de TOUS, de l'initiative, du mode d'élection des directions etc.

Et un mot pour terminer ce point sur l'élection des directions. C'est partout une commission des candidatures qui fait le point entre les propositions de la direction et celles des organismes inférieurs : elle décide des personnes qui vont être élues puisque le nombre de candidats correspond au nombre de places.

Je pense que tous les membres du parti devraient pouvoir voter pour l'élection du comité central.

Dans un premier temps on pourrait donner ce droit aux délégués aux Conférences fédérales.

Le liste devrait être présentée par la commission des candidatures du congrès qui se réunirait deux semaines avant le congrès et ferait ensuite connaître ses résultats. On va me répondre que la direction ne peut être élue qu'en fonction de l'orientation décidée au congrès pour mettre en œuvre la politique du congrès.

Alors dans ce cas l'élection du comité central pourrait se faire par les membres du parti dans la semaine qui suit le congrès mais il me semble qu'à deux semaines du congrès le débat est devenu assez clair pour savoir qu'elle va être la discussion de congrès. Le congrès ne fait qu'entériner un débat, il ne peut créer un événement sauf celui de l'élection de la direction.

1) la presse

Je pratique assez la presse pour savoir quelques détails.

L'Huma est l'organe central d'un parti bien précis. Ce n'est pas le journal du parti du débat, de la confrontation, de l'insertion dans la réalité au niveau le plus simple.

J'ai déjà écrit plusieurs fois au journal.

Pour dire que la rubrique régionale si elle devait disparaître il fallait alors dire pour quelles raisons au lecteur. Pour dire que si en 1985 il y a rénovation il faut le faire à la suite d'un débat public. Pour dire que les tribunes de discussion bidon pourraient laisser la place à des tribunes bien plus fréquentes, moins générales et véritablement conçues pour susciter l'initiative des communistes. Je ne sous estime pas ainsi l'importance d'une tribune au moment d'un congrès d'ailleurs je vais en annexe donner quelques chiffres qui montrent que je la suis attentivement.

"Le développement et la diffusion de notre presse est une nécessité pour chaque cellule. Ceux de l'Humanité seront facilités par son adaptation vivante et profonde aux mutations de notre époque.

"Formulation significative : On place comme toujours l'Huma au cœur de notre presse. On fait du du triomphalisme pour ne pas dire : la lecture baisse, et la diffusion aussi. On jette une fleur et on est content.

En 1982, j'avais proposé un amendement pour que le mot presse soit mieux défini, c'est-à-dire pour que la presse départementale soit mieux prise en compte. Il a été accepté à Montauban mais refusé à Paris. J'ai compris. Et la souscription annuelle à notre presse ?

J'ai donné 150 F cette année en versant directement à Révolution et je me suis désabonné des Cahiers du Communisme, car comme pour tout le monde mon budget n'est pas extensible. Ce fut la même chose l'an dernier. Mais je crois que je vais prendre des mesures.

Abandonner mon abonnement l'Huma pour celui des Cahiers, de Société Française et de l'Ecole et la Nation. Pour Révolution tout le monde soit mon attachement profond à ce journal.

L'influence électorale.

"Il n'en reste pas moins que l'efficacité, la portée de cette activité (du PCF) ont été affaiblies, que notre parti a même reculé en raison du contexte politique général dans lequel elle s'est insérée."

Je reste sans voix et je préfère passer...

Annexes:

Diffusion de Révolution en Tarn et Garonne :

Abonnements : 1981:39 ; 82 : 47; 83 : 46 ; 84 : 44.

Dans les kiosques il est malheureusement plus facile de trouver un journal américain que Révolution...

Tribune dans l'Huma : (chiffres complets à quelques unités)

Participation des camarades de la région parisienne :

1979 : 60% ; 1982 : 55% ; 1985 : 61%

Dans cette prédominance néfaste la fédération de Paris

est largement dominante.

Adhérents dans ma section : 81 : 70 ; 83 : 66 ; 84 : 55

CONCLUSION

Je n'ai jamais considéré ma carte du PCF comme preuve de mon engagement communiste. Je continuerais à faire ce que j'ai à faire et donc entre autre à dire dans le PCF ce que j'ai à dire.

Au terme de ce travail je maintiens mon idée de départ : ce congrès aurait dû manifester de la nouveauté. Je ne suis pas déçu, je suis habitué.

Moyens : Ce travail est fait avec mes moyens personnels. J'ai appris par moi-même à taper à la machine ce qui fait qu'à ma mauvaise orthographe s'ajoute les fautes de frappe. Mais il faut plus que ça pour me décourager. La prochaine fois je me propose de préparer un texte au micro-ordinateur et en occitan. En attendant je demande 5F pour participation aux frais.

Proposition d'amendements

Proposer des amendements ne peut pas être un acte naturel.

Qu'il y ait un mot ou un autre ne change rien à un texte dont on sait par ailleurs que dans les actes il peut subir plusieurs lectures.

Pourtant en participant à la commission des amendements du 23 ème congrès j'ai constaté trois choses :

- que c'est le seul moyen que nous ayons pour refléter concrètement une discussion,
- qu'il est bon de se déterminer par acte travaillé (proposer un amendement ne peut être que l'aboutissement d'une réflexion large)
- qu'il est bon que d'autres se déterminent par rapport à de tels actes sinon ils ne peuvent voter que sur le texte global.

J'ai conscience qu'ainsi je peux aller à l'encontre de mon but. En faisant discuter sur un point de détail j'oublie et fais oublier ce qui est l'essentiel : la démarche globale.

Mais il faut choisir et depuis le 24 congrès je propose des amendements.

En voici six.

1-page 2 colonne 2 dans la partie le capitalisme actuel en crise

On peut lire :

"L'accumulation des connaissances, la révolution scientifique et technique... »

A la place de révolution scientifique et technique je propose : révolution informationnelle. Cette expression n'est pas de moi, je vous rassure mais du camarade Paul

Boccaro. Elle donne tout son sens à l'apparition de l'informatique dans notre société. Je ne développe pas laissant le soin à chacun de réfléchir au sujet.

Dans le paragraphe je ne propose donc que le changement de mot, le reste restant identique.

2-page 3 colonne 1

"La décentralisation a une portée concrète très limitée. »

Cette phrase s'inscrit dans un paragraphe où on démontre à juste titre que les pouvoirs restent concentrés entre les mains du président et qu'à ce phénomène, la décentralisation 'a pas portée atteinte.

La loi sur la décentralisation n'était pas une question de répartition des pouvoirs. Elle ne peut rien porter d'elle-même. Une analyse de classe doit inscrire la réflexion sur le sujet dans le cadre du combat dont il est l'enjeu car nous ne sommes qu'au début d'un processus.

Je propose donc que cette phrase soit supprimée et qu'à la fin du paragraphe on se retrouve face à cette rédaction :

« Les mécanismes institutionnels, le système électoral, exercent une pression continue en faveur d'une bipolarisation mortelle pour un véritable pluralisme. Dans ce cadre les lois de décentralisation doivent être pour nous un enjeu d'un combat important. Face à ceux qui se préparent à en faire des lois de déconcentration des pouvoirs nous devons investir le processus en cours pour gagner une véritable décentralisation dont le pays a tant besoin. »

3-pape 10 colonne 1 on lit:

« Nous sommes pour le droit à la différence » et plus loin

« Nous ovulons des droits égaux. »

Je propose que les deux paragraphes n'en forment qu'un sous la forme suivante :

« Nous sommes pour le droit à l'égalité dans la différence.

Reconnaître les compétences et la nécessaire hiérarchie des salaires ne signifie pas reconnaître le fonctionnement actuel de cette hiérarchie. Lutter pour une école de l'égalité des chances ce n'est pas uniformiser les formations. Et enfin le droit pour toutes et tous à une égale dignité c'est la volonté d'exercer ce droit dans les diversités de situations. »

Que le parti veuille se mettre à la mode en reconnaissent le droit à la différence, je suis d'accord, mais sans tomber dans les panneaux que l'on nous tend. Une fois encore je précise que le de droit à l'égalité dans la différence n'est pas de moi mais d'Henri Lefebvre. Elle permet de reprendre une revendication actuelle justifiée tout en l'intégrant dans notre combat incessant pour l'égalité, alors que ceux qui diffusent le plus souvent l'idée du droit à la différence le font contre le droit à l'égalité qui dit-on uniformise etc.

Je n'apporte rien de plus au texte mais je regroupe simplement deux droits.

4 – page 10 une renaissance culturelle colonne 3

« Déjà d'autres valeurs existent qui peuvent contribuer à un nouvel humanisme.. »

A la liste qui énumère ces valeurs je propose d'ajouter :

« Cette renaissance culturelle passe par un combat contre le centralisme culturel français et donc par la prise en compte des cultures et langues de France. Ces dernières dans leurs diversités de situation sont des moyens concrets et toujours vivants d'une transformation pluriculturelle de notre pays."

Je ne développe pas ici la haute opinion que j'ai de la culture occitane et de ce qu'elle pourrait permettre pour transformer valablement la culture française d'aujourd'hui.

5-pape 11: les pays socialistes

« La même lucidité qui est la nôtre devant les problèmes et les réalisations de ces pays nous conduit ne pas masquer nos divergences, à exprimer nos désaccords devant les atteintes aux libertés qui s'y produisent. Après cinq ans de présence en Afghanistan il ne serait pas exemple juste que les troupes soviétiques se retirent. »

6-page 12 colonne 3 ligne 28 :

"Quant aux comités régionaux du PCF ils peuvent donner une cohérence régionale à la vie du parti et donc une nouvelle efficacité."

Le débat à travers le journal du PCF-82 : Les Nouvelles du Tarn et Garonne

N°185 20 novembre 1984 :

Canton de Grisolles ; Cellule Issanchou-Villeneuve
Assemblée de Castelsarrasin

N°186 13 décembre 1984 :

Cellule des hospitaliers ; Cellule de Moissac

N°188 20 décembre 1984

Section de Nègrepelisse

N°189 27 décembre 1984

Cellule des PTT

N°190 10 janvier 1985

Cellule des hospitaliers ; Cellule du Moustier

COMITE FEDERAL ELU A LA 27° CONFERENCE
FEDERALE APRES LA CONFERENCE FEDERALE DU
P.C.F.

N° 214 26 juin 1985, L'Edito

CONSEIL GÉNÉRAL : MISES AU POINT PAR ALAIN
RAYNAL SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DU PCF

Deux lettres à Révolution

Les Nouvelles n°185 20 novembre 1984 Canton de Grisolles

Les militants des trois cellules du canton se retrouvaient le vendredi 23 novembre à Grisolles, autour d'un pot et avec aussi du pain sur la planche : les premières discussions sur le 25ème congrès, les prochaines élections cantonales.

Discussions large. Partant de leur expérience et de leur réflexion plusieurs camarades ont fait part de leurs soucis et de leurs analyses «au gouvernement c'est dès le début que ça n'a pas marché et pas simplement depuis les deux dernières années. Après avoir mis la pédale douce au départ on a critiqué ensuite beaucoup plus fortement. Les gens ne comprennent pas»

La discussion est ainsi lancée. Elle abordera la question de notre attitude dans l'union de la gauche : «suivre notre ligne révolutionnaire en restant ferme» dira un camarade, «oui, mais penser aussi à l'avenir et à la nécessité d'être des rassembleurs, ne fermer aucune porte» ajoutera un autre. Ainsi se fait jour le souci d'affirmer fortement notre identité tout en évitant «les prises de position trop cassantes».

«Si les questions sont très fortes chez les communistes, c'est aussi parce qu'ils ont été ceux qui ont foncé le plus», et le même camarade précisera ensuite «il faut maintenant arrêter de dire «on vous l'avait bien dit» et se décider à aller au charbon». L'idée de rassemblement est largement discutée et approuvée «le militantisme de papa c'est fini. C'est sur le terrain qu'il faut être, dans la vie, avec les gens».

L'anticommunisme continue de préoccuper fortement et un camarade, à partir d'un passage du projet de résolution, soulignera les dangers créés, pas seulement pour le PCF mais pour l'ensemble de la société : en banalisant cette forme d'intolérance et de racisme politique l'anticommunisme ouvre

la porte à toutes les aventures, la montée de Le Pen par exemple.

La discussion a été menée avec le souci de déboucher, d'agir et de réagir avec l'ensemble des gens, sans diluer la vie de cellule dans l'environnement mais en étant présent partout où les travailleurs vivent, travaillent, luttent.

Témoin de cette volonté, les premières leçons retenues pour la campagne des cantonales : chaque cellule va rassembler dans un premier document le maximum d'informations et de données sur la vie locale. Le but est de mieux connaître pour mieux avancer. Les camarades ont décidé de la candidature présentée par le PCF dans leur canton; elle sera rendue publique dans une prochaine initiative.

Rendez-vous est pris dans chaque cellule pour poursuivre la discussion et mettre en place les initiatives retenues.

Robert GIMENEZ

CELLULE VILLENouvelle - ISSANCHOU

Nous avons analysé la première partie du projet de résolution :
LA CRISE ET SON ISSUE.

Nous pensons que les causes de la crise ne sont pas assez développées. Il nous paraît important de bien montrer quelles sont les causes de la crise du capitalisme, pour mieux montrer et faire comprendre les solutions. Un amendement allant dans ce sens sera proposé.

La discussion a mis en avant : l'enfoncement de notre pays dans la crise et l'urgence de la mise en œuvre de solutions nouvelles arrêtant le processus de déclin de notre industrie. Le socialisme serait d'autant plus difficile à construire si notre pays continuait dans cette voie d'abandon de notre appareil productif. Privilégier les structures et les mécanismes de décision du capital ne sont pas des orientations qui s'attaquent aux causes de la crise. Les conséquences négatives : le profit à court terme, la spéculation, les gâchis, les licenciements pour

cause de modernisation, argument qui vient après celui du pétrole pour justifier et faire accepter la crise. La preuve en est faite : on menace des entreprises ultra-modernes, là où on a licencié la modernisation ne se fait pas.

Un exemple intéressant à Montauban avec l'entreprise Navarro. Cet exemple montre que la modernisation n'est pas synonyme de licenciements au contraire, cette modernisation permet de nouveaux débouchés, une meilleure productivité, des prix compétitifs et de meilleures qualités. L'exemple de cette entreprise n'est pas à négliger dans le débat actuel. En tout cas cela pose la question de nouvelles gestions dans l'entreprise, de nouveaux critères de gestion permettant de dégager une valeur ajoutée disponible en progression pour investir dans l'entreprise, moderniser l'appareil de production, répondre aux besoins des hommes et des femmes, par la qualification, les salaires. Notre pays pourrait s'engager sur le chemin vers le plein emploi, la croissance, la progression du pouvoir d'achat.

Dans le projet de résolution on peut relever cette phrase «d'ores et déjà, nombre de luttes des travailleurs, ouvriers, techniciens, employés, cadres s'orientent en ce sens et confirment cette nécessité».

Nous savons que des grandes entreprises notamment dans l'automobile, les travailleurs ne sont pas insensibles aux propositions des communistes, mais nous souhaiterions qu'un point soit fait pour savoir où en sont les luttes aujourd'hui, leur niveau, leur ampleur, leur contenu, finalement est-ce que nos propositions, qui font l'objet d'un débat dans des conditions difficiles, compte-tenu de l'affrontement de classe aujourd'hui, avancent-elles dans ces entreprises que sont Renault, Citroën, Creusot-Loire, la sidérurgie, le charbon... sachant qu'une nouvelle gestion ne pourra s'engager sans l'intervention des principaux intéressés, une intervention massive dépassant même le cadre de l'entreprise. Cellule Villeneuve-Issanchou

Les Nouvelles n°186 6 décembre 1984

Actuellement 50 cellules ont fixé pour chacune d'elle plusieurs réunions de travail, de discussion sur le projet de document pour le 25ème congrès, c'est très positif. Un effort doit être rapidement fait par les cellules restantes pour programmer leur réunion, pour porter à la connaissance de tous les adhérents, le projet de document.

La conférence fédérale aura lieu les 26 et 27 janvier.

ASSEMBLÉE A CASTELSARRASIN

Samedi 1^{er} décembre, une soixantaine de camarades de Castelsarrasin se retrouvaient avec Henri Martin, membre du Comité central, pour une assemblée-discussion.

Henri Martin devait dans son introduction donner les traits essentiels, en argumentant, du projet de document pour le 25ème congrès, à savoir :

— projet essentiellement tourné vers l'avenir, vers l'action au contenu de classe très clair pour apporter des réponses modernes aux problèmes actuels de société,

— la nécessité d'effectuer une recherche profonde pour comprendre notre recul,

— l'appel à agir dès maintenant avec l'objectif de rassemblement populaire majoritaire. En voyant ce qu'il y a de nouveau dans cette démarche :

- C'est l'idée même du socialisme pour la France que nous devons contribuer à rendre majoritaire.

- L'enjeu de classe de ce rassemblement anticrise (mise en cause du type de gestion capitaliste)

- Par l'ampleur qu'il peut atteindre, bien au delà des partis de gauche.

- Le rôle du mouvement populaire a changé : de soutien à des accords de sommet, à acteurs des transformations nécessaires.

- Exigences nouvelles pour l'activité des communistes «aller

vers les gens non avec un programme, mais avec des idées pour agir ensemble pour le socialisme.

— Réfléchir le parti, son organisation, sa vie, son activité avec l'objectif d'efficacité pour les buts que nous nous sommes fixés.

Le débat devait ensuite s'engager. Plusieurs interventions approfondies, et questions suivirent, parmi lesquelles :

— « Dans l'analyse des pertes de voix du parti, on remonte aux retards stratégiques sur un long terme, comment alors expliquer que nous perdons le plus en 1984, sur les plus jeunes qui n'ont pas connu cette période » ?

— « Le parti dans son histoire a envisagé d'autres chemins stratégiques. (Par exemple dès 1946 Maurice Thorez écrivait que l'on peut aller au socialisme par des voies différentes). De plus le parti ne s'est jamais fait d'illusions sur la nature et les reniements du PS. Pourquoi alors en est-on arrivé là ? ».

— Par le contenu du nouveau rassemblement, nous prenons le bon bout, c'est autre chose qu'un simple retour à l'union à la base. Nous avons à réfléchir au rôle moteur de la classe ouvrière dans ce rassemblement, rôle qu'il faut souligner plus dans le projet du 25ème congrès.

D'autres camarades sont intervenus sur la construction du rassemblement majoritaire, sur les causes des résultats électoraux de Le Pen, sur l'impact actuel des mutations scientifiques et techniques, sur le débat au sein du parti.

L'échange de vue s'est prolongé, des réponses ont été apportées.

— « Dans la jeunesse actuelle, aussi notre démarche a pesé. Nous avons appelé les jeunes à soutenir cette démarche, mais comme cela n'a pas réussi, nous avons pu apparaître comme inefficaces et politiciens. Les jeunes connaissent-ils le bilan d'activité du parti ? ». « ... des idées positives, audacieuses, comme dans l'interview de M. Thorez dès 1946, ont été lancées, elles n'ont pas suffisamment avancé, notre réflexion a

été stoppée pendant toute une période...».

«Au moment de la signature du programme commun en 1972, nous apprécions les difficultés qui nous attendent, nous connaissons la vraie nature du PS, mais en 1974 nous soutenons un candidat commun aux élections présidentielles. Dans les années qui suivent en 1976 l'année du 22ème congrès, en 77 avec l'actualisation du programme commun, nous disons les choses par rapport au PS, aux problèmes de l'union, nous ne sommes pas compris, car la pratique de l'union au sommet, la démarche programmatique restent inchangés.

Mais aujourd'hui ce qu'il y a de nouveau, c'est que les gens peuvent faire l'expérience que, ce ne sont plus les déclarations qui ne vont pas, ce sont les actes, les actes de la politique gouvernementale par exemple. Cette expérience peut montrer que le plus efficace pour changer vraiment, c'est bien les solutions proposées par le PCF».

Cette soirée devait se conclure par un amical buffet-campagnard.

Les Nouvelles n°186 13 décembre 1984

CELLULE DU CENTRE HOSPITALIER

La discussion de la première partie du projet de résolution a mis l'accent sur plusieurs points, qui, lors d'une deuxième réunion feront l'objet de propositions d'amendements.

— Insister et approfondir le chapitre vie sociale en marquant bien l'impact de la crise sur la vie morale de l'individu. Les aspects contradictoires qui influent sur la façon dont sont perçues nos propositions y compris dans les rangs du parti.

— Sur la période 81-84 et en particulier la présence des ministres communistes. Revaloriser et mettre l'accent sur les points positifs qui justifient cette présence (la réforme Ralite a permis la nomination à l'hôpital de trois chefs de service à temps plein).

Diverses opinions se sont exprimées à ce propos :

- se déculpabiliser par rapport à cette période.
- l'accent mis sur notre attitude trop optimiste,
- «on a appris à se taire». «il fallait dire la vérité aux travailleurs, surtout en ce qui concerne les mesures négatives (forfait hospitalier, 1% sécurité sociale. 1% chômage) »
- le débat a aussi abordé le rôle du parti et des députés face aux mesures gouvernementales. Bien séparer le rôle des ministres et celui des élus pour se démarquer et faire ressortir les aspects négatifs. Cet éclaircissement aurait permis de contrer les campagnes à notre rencontre sur le «un pied dedans, un pied dehors».

Dans un deuxième temps, un plan de travail dans la perspective des prochaines cantonales a été mis sur pied :

- l'expression des communistes de l'hôpital sur le budget, le scanner et l'appareil à rayonnement magnétique, le prix de journée de la maison de retraite, l'augmentation du prix des consultations, et la baisse de leur remboursement,
- la construction du CES Issanchou (répond à un besoin et est créateur d'emplois),
- les problèmes de l'usine MORS,
- l'embauche de TUC au CHM.

Une prochaine réunion abordera, dans une 2ème partie, les perspectives que, pour son 25ème congrès, le PCF propose au pays pour combattre la crise et en voir son issue.

CELLULE MOISSAC

Les communistes de Moissac se sont retrouvés une première fois pour discuter du projet de résolution du XXVème congrès. Cette réunion devait aborder les problèmes posés par la crise de la société française et de l'issue possible. Un des premiers grands axes de réflexion, «la complexité de la crise, tant par la profondeur des problèmes qu'elle pose et le champ très ample des couches sociales qu'elle touche», fut abordé.

Différents camarades intervinrent en fonction de leur expérience propre, de leur connaissance de tel ou tel domaine pour exprimer la réalité complexe, les blocages existants ainsi que les issues possibles. Ainsi furent abordés :

— les problèmes de Wood-Milne, des choix économiques néfastes de la direction. Des possibilités de faire autrement à partir de la connaissance de l'entreprise, des propositions des syndicats «il n'y a pas d'erreur de gestion, c'est un choix délibéré de casser. Regardez pour l'atelier moussage, il était rentable à Moissac ils l'ont transplanté, maintenant il ne l'est plus», «il y a des commandes et pourtant ils ralentissent la production»,

— les problèmes des petits et moyens exploitants agricoles qui subissent violemment les lois du marché, des chutes des prix de vente à la production. Le problème du chasselas fut au centre du débat «souvent les producteurs cherchent les solutions uniquement dans la baisse des charges sociales, alors que l'essentiel est d'assurer un bon prix de vente à la production»,

— les difficultés de couches sociales jusqu'à présent relativement épargnées par la crise. Que ce soit des commerçants ou artisans qui souffrent de la baisse du pouvoir d'achat,

— les conditions de travail dans de nombreuses PME, le problème du chômage.

Face à l'ampleur des problèmes un débat s'engagea sur les difficultés à agir sur l'ensemble des fronts exprimés, sur l'orientation à donner à l'activité du parti.

Les réactions contradictoires des gens furent soulevées : l'acceptation, la marginalisation, la prise de conscience de la nécessité d'agir sont présents dans la réalité moissagaise.

Une réflexion sur le gouvernement et les méfias dans leur responsabilité de l'acceptation de la crise a conclu cette première réunion.

Les Nouvelles n°188 20 décembre 1984

C'est le mercredi 5 décembre que se réunirent les communistes de la section Nègrepelisse pour discuter du document du 25ème congrès. Les 4 cellules de la section étaient représentées c'est à dire Montricoux, Nègrepelisse, Saint-Etienne et Monclar.

Avant d'engager la réunion les participants acceptèrent de retenir le principe de la publication d'un compte-rendu de discussion pour les Nouvelles. Après une introduction faite par le secrétaire de section et faisant le tour du document chaque communiste a pu intervenir pour faire part de son appréciation. D'abord chacun a tenu à dire son attachement à un parti qui une fois de plus venait quelques minutes avant de subir une attaque en règle de la télévision.

Un camarade a souhaité que le débat s'engage ensuite sur le fond c'est-à-dire sur notre stratégie, sur notre définition du socialisme, sur notre conception de la révolution. La «stratégie elle-même doit faire l'objet d'un débat contradictoire et pour ma part je pense que le projet pour le 25ème congrès continue une orientation qui n'a rien de neuf puisqu'on la retrouve dans des textes réformistes de Bernstein de la fin du siècle passé».

A l'inverse il a été affirmée que cette stratégie qui nous conduit à proposer la constitution d'un nouveau rassemblement est bien celle qui convient à la France d'aujourd'hui. «Elle rencontre à la fois une aspiration réelle chez les gens et les nécessités de la transformation socialiste du pays».

«Mais pourquoi ne pas évoquer à côté de cette stratégie générale et en rapport avec elle une stratégie électorale ?».

Il y eut aussi cette analyse du débat dans le parti «la discussion est vérouillée dans la tribune de l'Huma et cette situation n'est pas saine».

Concernant l'analyse de la période du programme commun des camarades affirment : «On n'aurait pas dû prendre ce chemin

de l'union avec les socialistes car ils ne nous ont jamais respecté et en 81 on n'aurait pas dû aller au gouvernement».

Mais sur ce point un camarade rappelle : «De 1971 à 1977 le PCF est passé de 350 000 membres à 700 000 et on peut ni négliger ce phénomène ni quelques autres qui apportèrent beaucoup comme la volonté de faire porter les discussions sur le terrain du concret ». «Bien sûr la solution n'était pas présentée comme devant venir des luttes mais du bulletin de vote, mais il y a eu des aspects positifs qui font qu'on peut se demander si parfois le parti ne se critiquerait pas un peu trop !».

Sur la direction du parti plusieurs opinions ont été émises : «la perte de voix ne peut s'expliquer par la personnalité du secrétaire général». «La direction mérite d'être soutenue dans la période difficile que nous traversons». Un membre du CC est venu le 2 février 1981 nous dire au sujet du 2ème tour de l'élection présidentielle que l'important était le 1er tour et «que Marchais allait arriver avant Mitterrand et que pour éviter cette situation il y avait des pressions sur le MRG pour qu'il ne présente pas de candidats» (il s'agissait d'Henri Martin).

Une camarade note qu'elle est déçue par la réunion. «Ce qui est dit n'apporte rien sur la question fondamentale de savoir comment on va aller vers les gens pour les rassembler, pour organiser la lutte». Cette intervention a permis de passer au débat sur les questions concrètes à l'ordre du jour, même s'il ne faut pas séparer discussion et action. Un camarade indique d'ailleurs qu'il conteste cette façon qu'a le projet de toujours parler des gens. «C'est d'abord vers nos électeurs qu'il faut aller».

Chacun a évoqué la misère réelle qui se développe dans notre société mais l'accord ne s'est pas fait sur le mode d'intervention que nous pourrions avoir sur cette question. Chaque cellule a été invitée à trouver sa forme propre d'intervention.

Concernant un autre point pouvant faire l'objet d'une lutte

réelle il a été évoqué la question du CES à Nègrepelisse. Après un échange d'informations diverses sur le sujet la position suivante a été retenue : un nouveau CES pour le Nord-Est du département apparaît nécessaire mais son lieu d'implantation devrait faire l'objet d'une étude sérieuse et rapide en rapport en particulier avec d'une part le sous-peuplement de Saint-Antonin et le surpeuplement de Caussade. La réunion s'est terminée par un échange d'idées concernant les élections cantonales de Monclar. Le camarade Hubert Auréjac a été désigné comme candidat. La candidate de 1979, Josette Damaggio n'a pas souhaité renouveler sa candidature malgré les bons résultats de l'époque et du premier tour de l'élection municipale de Monclar en 1983. Au delà du cas de Monclar il a été constaté que le PCF a plus de mal qu'en 1978-1979 pour présenter des candidates. Ce phénomène aussi devrait être débattu dans le cadre du 25ème congrès.

Ceci étant la présentation d'un ouvrier est aussi un acte important et chacun s'est engagé à tout faire à cette occasion pour faire avancer l'idée que la classe ouvrière doit prendre toute sa place dans la gestion du département et de toute la société.

Et enfin la conférence de section a été fixée au 19 janvier avec avant cette date l'objectif de réunir sérieusement les cellules où la discussion doit se poursuivre sans tabous.

J.-P. DAMAGGIO

Les Nouvelles n°189 27 décembre 1984

CELLULE DES P.T.T.

La dernière réunion de cellule des PTT a porté sur la première partie du projet de résolution : la crise et son issue.

Des camarades sont intervenus pour montrer l'ampleur et la profondeur de la crise, des orientations prises par le gouvernement qui aggravent encore cette crise.

« C'est la même politique que menait la droite ... dès le premier plan de rigueur nous aurions du partir du gouvernement. Les entreprises nationalisées continuent à être gérées de la même façon alors qu'elles auraient pu être des outils précieux pour redresser notre économie, produire français, il aurait fallu démocratiser ces entreprises par la participation des travailleurs à la gestion. Aujourd'hui avec la désillusion, le découragement les travailleurs ont-ils la volonté d'imposer dans les entreprises nationalisées une nouvelle gestion qui remette en cause les orientations prises comme à Cégédur par exemple.

Dans le secteur public, comme au PTT il manque du personnel, les embauches ne suivent pas, le service se dégrade.

Une campagne est menée actuellement pour culpabiliser les fonctionnaires. On veut faire croire aux gens que nous gagnons trop, c'est faux. Avec cette campagne on veut cacher les vraies solutions. Les entreprises font beaucoup de profits dont elles se servent pour spéculer. C'est là qu'il faut aller chercher les moyens financiers nécessaires, c'est à cela qu'il faut s'attaquer, parce que les causes de la crise sont dans la recherche du profit maximum à court terme au détriment de l'investissement dans l'entreprise pour la modernisation, la qualification des travailleurs et la création de nouveaux débouchés.

Il faut maintenant proposer du concret sur le terrain comme l'a fait la section de Montauban avec le « plan lumineux », mettre en avant des solutions anticrise, cela permettra aux gens de s'apercevoir que la crise n'est pas fatale. C'est aussi la

possibilité, si notre parti est à la hauteur de l'enjeu, de faire progresser les consciences sur les moyens à mettre en œuvre et les solutions à apporter.

Nous sommes scandalisés par l'anticommunisme à la télévision et les opérations grossières, notamment celle d'Antenne 2 pour discréditer notre Parti. Cette intolérance à cette forme de racisme à l'encontre des communistes remet en cause la démocratie dans notre pays. Cette lutte contre les idées de liberté et de progrès permet à des hommes comme LE PEN de développer les idées fascistes et de voir son influence électorale dangereusement s'accroître.» H. D.

Les Nouvelles n°190 10 janvier 1985

CELLULE DES HOSPITALIERS

Notre analyse s'est portée sur la deuxième partie du document intitulé : «Construire un nouveau rassemblement populaire majoritaire».

Elle met l'accent sur plusieurs points par rapport à ce document notamment qu'il ne fait pas assez,

— ressortir (dans chapitre «améliorer le niveau de vie dans un esprit de justice et d'efficacité la notion de solidarité, «solidarité et non charité». Une vraie solidarité qui s'inscrit dans la lutte des classes, dans la lutte de tous les jours (solidarité avec les chômeurs...) Cette solidarité peut s'inscrire dans l'espace Européen (solidarité avec les mineurs anglais),

— ressortir (dans chapitre «Poursuivre l'action pour l'égalité des femmes, la spécificité de la femme avec ses besoins propres) ex : salle d'allaitement sur le lieu de travail,

— ressortir (dans chapitre «Un rassemblement d'une ampleur inégalée») la notion d'exploités et d'exploiteurs, dans sa forme citée sur le document et dans notre forme d'expression. Mettre en valeur la notion de lutte des classes,

Le rassemblement doit être circonstanciel mais non

opportuniste, car il faut toujours avoir au bout du compte la raison sociale de l'exploité, ex : la démarche du Parti pour les luminaires, — dans le chapitre «France indépendante pacifique solidaire de tous les peuples» les principes écrits doivent aussi concerner les «Dom-Tom».

A partir de ces réflexions, trois projets d'améliorations ont été réalisés.

Cellule du Moustier Montauban

La première réunion de la cellule du Moustier sur le projet de résolution du 25 ème congrès s'est tenue le 4 décembre. Voici quelques extraits des diverses interventions :

- «tel que le projet est conçu, on ne peut rien en changer, sans démolir l'édifice. Je n'ajoute rien, je n'enlève rien. On fait confiance ou on ne fait pas confiance. » Mais tous les camarades ont beaucoup à dire.

- «Le nouveau Rassemblement Populaire : il faut le construire avec tous les gens sur un point précis. On n'étiquette plus : droite gauche, aujourd'hui les clivages se défond, une chose nouvelle après l'expérience décevante que nous vivons».

- «Le nouveau rassemblement : non ce n'est pas nouveau. On revient à une constante du Parti. Notre force politique, c'est une force « de masse». Ce qui est nouveau, c'est que l'entente avec le PS ne se fait plus, il faut se défaire de l'idée de l'alliance avec le PS.

- « Alors que nous avons longtemps pensé et laissé entendre que l'union au sommet allait apporter une solution à tous nos maux»

- « Dans 16 mois, nous voterons : comment mettre les gens en mouvement ? Les motifs sérieux de se plaindre ne manquent pas».

«Notre perspective c'est la lutte et le suffrage universel, avec les luttes (même sous De Gaulle) nous avons déjà gagné des choses.

«Face à leurs difficultés, les gens tentent de se débrouiller. Qu'est-il proposé au jeune comme perspective (comme espoir) ? Un patron peut l'embaucher et rien d'autre. Il y a un sentiment de vide politique, de désespérance pour les jeunes.

- «Nous proposons d'investir pour les progrès techniques sans suppression d'emplois, pour l'amélioration des conditions de travail. Il faut éclairer les masses sur nos perspectives. »

- «L'accentuation du recul électoral coïncide avec notre nouvelle stratégie. Cette nouvelle stratégie est-elle mal comprise ou mauvaise ?»

« On part des acquis des 22, 23 et 24èmes Congrès, on ne peut les remettre en cause. On a annulé des aspects des stratégies passées (dictature du prolétariat, modèle de socialisme) »

«Plutôt que de proposer des choses nouvelles, on a déblayé le terrain. C'est un aspect négatif : il y a un vide politique. Il faut faire des propositions, ouvrir des perspectives politiques de société.»

- Le projet dit : il faut sectoriellement lutter avec les gens : ça ne suffit pas, une lutte plus une lutte ... ce n'est pas une politique.

En 1905, après l'échec en Russie, abandonne-t-on la stratégie en cours ? Non, mais Lénine écrit des livres : il définit l'impérialisme, nouvelle étape du capitalisme. De même, nous restons fidèles à nos principes, mais nous devons ouvrir d'autres perspectives. Nous avons besoin d'une grande conceptualisation, d'une grande théorisation. Il faut une intervention des intellectuels. Le mouvement des ouvriers a enregistré des progrès grâce à Marx et à Lénine (qui étaient des intellectuels). Un point où le projet de résolution pêche: c'est le lien du Parti avec ses intellectuels : peut être est-ce difficile d'envisager de nouveaux rapports, peut être n'est-ce pas encore possible au XXVème congrès ? »

Une autre ouverture sur le plan économique est impulsée par nos camarades Boccara et Hertzog. Les ouvriers revendiquent

mais ils doivent aussi s'occuper de gestion. Là où les ouvriers peuvent dire «on en sait plus que le patron», là on gagne, c'est un aspect de la transformation d'une industrie capitaliste en industrie socialiste. Notre problème, c'est que les masses ne sont pas en mouvement. On sent encore les séquelles de l'échec de 68.

C'est sur le terrain économique que les choses avancent.

« La crise : elle n'a pas seulement un aspect négatif. Elle peut aussi être gestation d'un autre monde. Quel type d'homme, de citoyen est en train de se construire. La crise n'a pas qu'une origine capitaliste. Henri Lefebvre définit une «société bureaucratique de consommation dirigée» dans les pays capitalistes et dans les pays socialistes. Les peuples sont amenés à approuver ce qui vient d'en haut : c'est le contraire de l'autogestion. Dans notre projet autogestionnaire, nous ne voulons pas que le peuple soit dirigé. Les séquelles de l'ancien monde chapeautent les pays capitalistes et les pays socialistes (là où l'idéologie s'est figée). Ainsi se justifie l'aspiration à l'autogestion : nous y sommes.

Il faut définir de nouvelles perspectives.

Il faut étudier, connaître la société française, connaître sa ville, les nouveaux quartiers etc. »

- Un camarade regrette que la puissance de créativité de tous (particulièrement des jeunes) soit orientée vers le système D (solution individualiste) : il faudrait qu'elle soit utilisée pour quelque chose de valable. Il faudrait donner des buts.

- « des emplois pourraient être créés : supprimer les doubles-emplois (militaires) »

“Ministres communistes au gouvernement :

“Il aura été bénéfique car on aura acquis une expérience

Cela nous a porté un tort considérable ; les gens nous mettent dans le même sac que le PS. On nous fait porter la responsabilité du marasme.

**COMITE FEDERAL ELU A LA 27° CONFERENCE
FEDERALE
APRES LA CONFERENCE FEDERALE DU P.C.F.**

Samedi et dimanche, les délégués représentant toutes les sections du département se sont retrouvés à la conférence départementale du PCF préparant le 25ème Congrès qui aura lieu du 6 au 10 février à St Ouen.

Les discussions ont été intenses et riches, abordant tous les points. 16 amendements ainsi que ceux non retenus par la conférence seront transmis au congrès.

Le projet de résolution du 25ème Congrès a été adopté par 79 voix favorables, 11 abstentions et 2 voix contre.

La conférence a ensuite procédé à l'élection du nouveau Comité fédéral.

Guy BEDEL, Michel BONNET, Christian BONNET, M. Claude BOUYSSI, Gérard CALVO, Hervé DELPECH, Michel DEJEAN, Bernard FERRADOU, Mauricette FONTANIER, J.L/ FRANCERIES, Bernard FRAUCIEL, Robert GIMENEZ, Gérard GOMILA, Joelle GREDER, René ISSANCHOU, Guylaine LHERITIER, J. Paul MANERA, Michel METAIS, Roland NARDOU, Yannick PETITOU, Alain RAYNAL, Victor SALVADOR, Michel VEYRES, Monique LUIS, Michel BERTRAND, HUGUES BAUCHY, Jacques GUICHE, José GONZALES, Denis MARROU.

COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER :

Kleber JAMME, Jean ROUFFIAC, Georgette DAIME.

Deux lettres à Révolution

Damaggio Jean Paul

Ecole Maternelle de Pomponne 82000 Montauban

Cher camarade,

Je sentais depuis longtemps qu'il y avait deux Révolution en un et voila que les deux entretiens avec Ferrat m'éclairent sur le sujet. Je ne veux pas me plaindre car j'en conviens c'est plus économique d'avoir deux journaux en un que d'en acheter deux mais en simple lecteur je veux montrer pourquoi je préfère l'un à l'autre.

Pourquoi je préfère le premier entretien avec Ferrat au deuxième ?

Pour moi Lévy n'a pas harcelé Ferrat mais a débattu, vivement il est vrai, des questions qui se posent à la chanson française. Chacun a avancé ses idées et si Lévy trouve que ce que dit Ferrat est réducteur (un moment du débat) il n'en réduit pas pour autant la pensée de Ferrat. Au contraire, le lecteur peut mesurer la portée des réflexions de Ferrat face aux questions des jeunes d'aujourd'hui.

Jouary se place sur un autre terrain. Il mène le débat comme si lui savait et si l'autre ignorait. L'expression significative à ce sujet est la suivante : "(cette thèse de Ferrat) n'est pas celle des chiffres!" Comme si les chiffres avaient des thèses !

Les chiffres que Jouary avance ne disent que ce que Jouary veut bien leur faire dire.

Bien sûr en 1978 la baisse n'a guère été sensible mais qui peut oublier qu'en 1978, il y avait 3 générations supplémentaires de jeunes qui votaient pour la première fois à une époque où encore la jeunesse votait largement pour nous.

Ce n'est pas le seul décalage par rapport à 1973 car sans entrer dans le détail les élections de 1978 font apparaître un comportement très différent suivant les zones du pays. C'est ainsi qu'en Midi-Pyrénées par exemple dans tous les

départements le PCF gagne des voix alors que dans la région parisienne tous en perdent parfois considérablement.

Et enfin, une baisse de 2 points en 10 ans ne peut se confondre avec une baisse de 10 points en 5 ans.

On ne peut d'un revers de chiffre enterrer "la thèse" de Ferrat, d'autant qu'à mon sens son disque de 1980 devrait nous apparaître révélateur. Comme beaucoup de communistes et comme Révolution j'ai à l'époque retenu surtout la dernière strophe du Bilan, mais depuis une convergence de phénomènes font, à mes yeux, apparaître qu'en artiste génial qu'il est, Ferrat a su, à ce moment là, exprimer une sensibilité profonde de notre pays. Et sa chanson « La porte à droite » s'inscrit encore aujourd'hui non pas dans l'air du temps mais dans une manière profonde d'aborder les quatre années que nous venons de vivre. Je sais que ce qui est profond, c'est uniquement la pensée des communistes car les gens eux... pourtant dans 1000 têtes il y a plus d'idées que dans une seule. Et dans ce débat public et ouvert qui s'engage tous les jours entre tous j'ai la faiblesse de penser qu'il ne peut prendre sens, qu'à condition de mettre aussi ses propres idées en débat.

En bref il y a un Révo qui aurait tendance à publier ma lettre et un autre qui aurait tendance à l'évacuer. Fraternelles salutations. Montauban 11-11-85

Damaggio Jean-Paul
Ecole Maternelle de Pomponne 82000 Montauban
au directeur de Révolution

Cher camarade,

Je t'envoie la photocopie d'un manifeste pour la création d'une revue étrange qui prétend s'appeler M.

Si je me permets cette audace c'est que j'apprends à l'instant que des lecteurs, des diffuseurs et des amis de Révolution t'ont fait part de certaines préoccupations que sans doute tu n'avais pas.

Mais ces lecteurs en question t'ont mal informé à moins que je comprenne mal ce dont il s'agit quand il est parlé d'un appel.

Ce manque d'information ne m'étonne plus guère et c'est la raison qui me pousse à envoyer le texte intégral du manifeste que Révolution ne connaît pas.

J'avais envoyé une lettre en Novembre au sujet de l'entretien avec Ferrat et elle n'avait pas été publiée. J'ai compris à ce moment là que l'heure avait été choisie pour décourager les espérances du changement.

Oui camarade, comme le dit ce manifeste auquel je tiens, le courant révolutionnaire s'est "pour une bonne part affaibli lui-même, faute d'avoir été attentif et ouvert, en prise sur le mouvement social". Oui, camarade une bonne part de la direction du PCF s'est mise à travailler pour décourager les forces vives du courant révolutionnaire.

Tu me répondras que Révo va rester ouvert sur le monde, va pousser à la réflexion et à l'action etc.

J'ai le droit de ne plus avoir confiance.

Il y a seulement un an je me battais encore pour mon hebdo en participant à une tournée de diffusion. J'ai lu, défendu et milité avec Révolution. J'avais cru que Joe Metzger remplacé par Jouary ce serait encore mieux l'hebdo du dynamisme révolutionnaire, du mouvement, de la grande liberté.

Aujourd'hui, le glas a sonné et le dernier effort que je vous propose pour mon hebdo c'est d'économiser dès maintenant les frais que vous occasionne mon abonnement.

Rassurez-vous je ne suis pas de ceux qui baissent la tête et j'ai même conscience qu'aujourd'hui je ne suis pas seul. La déclaration de la rédaction (c'est qui?) de Révo est la dernière du genre car le ridicule tue.

Fraternelles salutations. 25-4-1986

NOUVELLES 82

DE TARN-ET-GARONNE

SUPPLEMENT AU 101 (N° 21) FEVRIER 1982 - 45, Rue de la République 63000 Montluçon
C.F.P. A.P. 37 451 - Bureaux de la Préfecture - A. BAYLAC

CANTON
DE MONCLAR-de-QUERCY

NOTRE CANTON A BESOIN DE VOIX COMMUNISTES C'EST LE VOTE-ACTION ET LE VOTE-COURAGE CONTRE UNE CRISE ETOUFFANTE

Maklouf Makhadmeh, Membre

Dans un journal précédent, vous avez été informés de nos candidatures. Cette fois, je voudrais attirer votre attention sur le fait que de nombreux militants ont hésité devant le danger par ailleurs, le changement de parti n'est pas de la facilité de tout.

Mais dans le cadre politique qui doit se développer on peut faire appel à un grand nombre de militants qualifiés.

Dans le domaine de l'agriculture, d'un côté, si on comprend pas que la situation soit grave à 17 ans et de l'autre que les aides à l'investissement des jeunes se réduisent, le chômage continuera à augmenter. Et les problèmes sociaux s'aggraveront. C'est maintenant qu'il faut transformer le fait, le recevoir et que cela soit un message.

Quant aux C.F.P., certaines ont eu quelques succès grâce à la qualité des élus, le cadre d'une politique plus ouverte il faut donner aux agriculteurs les moyens de mieux travailler. On le fait beaucoup plus avec le soutien de l'Etat.

Et surtout, le soutien aux gens, surtout agriculteurs, artisans, petits commerçants, petits industriels, aux artisans et à la petite entreprise et c'est ce que nous allons faire dans le Canton de Quercy dans un cadre ouvert et libre. On ne peut pas être un simple observateur et médiateur entre plusieurs courants de vue.

La lutte de l'agriculture est une lutte générale car elle est la pierre de touche de la vie de tout un pays. Et maintenant nous nous battons pour elle. C'est maintenant qu'il faut donner aux agriculteurs les moyens de mieux travailler et que cela soit un message.

Quant aux communes elles doivent être ouvertes à la participation de tous les citoyens. C'est ce que nous allons faire dans le Canton de Quercy dans un cadre ouvert et libre. On ne peut pas être un simple observateur et médiateur entre plusieurs courants de vue.

La lutte de l'agriculture est une lutte générale car elle est la pierre de touche de la vie de tout un pays. Et maintenant nous nous battons pour elle. C'est maintenant qu'il faut donner aux agriculteurs les moyens de mieux travailler et que cela soit un message.

La lutte de l'agriculture est une lutte générale car elle est la pierre de touche de la vie de tout un pays. Et maintenant nous nous battons pour elle. C'est maintenant qu'il faut donner aux agriculteurs les moyens de mieux travailler et que cela soit un message.

La lutte de l'agriculture est une lutte générale car elle est la pierre de touche de la vie de tout un pays. Et maintenant nous nous battons pour elle. C'est maintenant qu'il faut donner aux agriculteurs les moyens de mieux travailler et que cela soit un message.

avec le PS et le MRG mais le développement de la lutte. La position, et celle pour l'adoption de la loi relative, les autres aspects à une réforme financière, la population dans une situation plus ouverte dans ce développement une partie des citoyens réellement travaillant. Et cela sera possible avec le vote communiste dans le cadre d'un vote général.

FACE A LA CRISE
VOTEZ
COMMUNISTE



Hubert AUREJAC

CANDIDAT DU PCF

REPERES POLITIQUES

Front de Gauche	Voix	28,28	Médecin
Front de Gauche	Population	10,4	Médecin
Mouvement de Gauche	Voix	28,28	Médecin
Mouvement de Gauche	Population	10,4	Médecin
Front de Gauche	Voix	28,28	Médecin
Front de Gauche	Population	10,4	Médecin



1) État de l'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, à l'entrée principale d'un village d'Haute-Savoie, au pied de la plus de neige qui a été vue en Savoie après l'hiver.



2) État de l'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, dans le quartier des écoles de la ville de Sion, à l'entrée de l'école qui a été vu en Savoie après l'hiver.



4) L'arrivée d'un autobus scolaire dans le village de Sion, après une nuit de gel et de neige. Le bus est bloqué par la neige et les enfants attendent dans le froid.

FACE A LA CRISE VOTEZ COMMUNISTE

1) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.



3) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.



4) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.



5) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.

SAVOIR, COMPRENDRE, SE BATTRE

1) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.

2) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.

3) L'école après l'été plus féroce de neige qui a été vu en Savoie ? Non, l'école est ouverte pendant le jour, mais les enfants attendent dans le froid.

ote politique, l'heure est à l'assaut contre le PS avec la preuve
le PS et la droite préparent leur concubinage
 soit plus la différence entre la droite et le PS. Selon lui, la cohabitation est possible
 parce qu'ils « sont d'accord sur l'essentiel ».



Malheureusement, les dirigeants communistes sont obligés de compter de la crainte d'un complot revenant d'avant 1981 qui est son propre dictateur. D'où ont pu paraître artificiellement le PCF car le meilleur état parti contre cette posture. Le même accusé d'habile conduit le PCF à faire semblant d'être disponible pour coopérer, sans gouvernement, avec d'autres forces politiques, notamment le PS, dit qu'il s'agit d'insérer dans la seule des problèmes de pays. On s'est d'annoncer des propositions constructives qui seront adoptées 13 octobre prochain, lors d'une conférence nationale du parti.

Il est vital pour le PCF de ne laisser le PS seul à profiter de réaction anti-droite de l'élection gauche. Comme que Marchais fit un peu le trait lorsqu'il se permit aujourd'hui comme « au dessous l'air ». Mais il lui faut débiter jongler entre le sectarisme fonction de signe et les attentes plus complètes de sa base électorale. Sans oublier scepticisme généralisé que provoque sa même affirmation selon laquelle « la crise n'est pas facile ».

Pour le reste, la soirée 1981 de la fête de L'Honnêteté aura été bien

LA FETE DE L'HUMANITÉ

M. Marchais : voter communiste pour empêcher la coopération entre le PS et la droite

Au cours de la Fête de l'Humanité, organisée à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, le samedi 14 et le dimanche 15 septembre, M. Georges Marchais a, par deux fois, exposé les thèmes principaux de la campagne du PCF pour les élections législatives.

Pendant le journal de la mi-journée, sur TF 1, samedi, le secrétaire général du Parti communiste a affirmé qu'« il n'y a pas de différence, pas de contradiction » entre la politique de M. Laurent Fabius et celle de M. Raymond Barre.

M. Marchais a affirmé que « la politique du gouvernement socialiste, comme celle de la droite hier, ne se fixe pas pour objectif le redressement de notre économie », mais « obéit à une autre volonté : permettre aux grandes sociétés capitalistes, aux grandes firmes de faire le plus d'argent possible ».

« Or, a-t-il dit, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, aujourd'hui, investis aux Etats-Unis pour profiter du dollar, qui supporte plus de 100 milliards de réserves, on de

terrait l'an prochain, « la Constitution n'invoque nullement [au président de la République] de mettre fin à son mandat si la majorité de l'Assemblée nationale ne lui consent pas ». « Et nous ne le lui demandons pas », a-t-il ajouté.

« Sur l'essentiel ils sont d'accord ! »

M. Marchais a continué : « La pratique des institutions, depuis

Dimanche, dans le discours qu'il a adressé aux participants à la fête, M. Marchais a expliqué que la question qui se pose, pour 1986, n'est pas celle de la cohabitation entre le chef de l'Etat et une majorité de droite à l'Assemblée nationale, mais celle de la « coopération » entre le PS et la droite, que le PCF se déclare décidé à empêcher.

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a annoncé que 592 060 « vignettes », donnant droit à l'entrée à la Fête, avaient été vendues cette année (contre 574 561 l'an dernier).

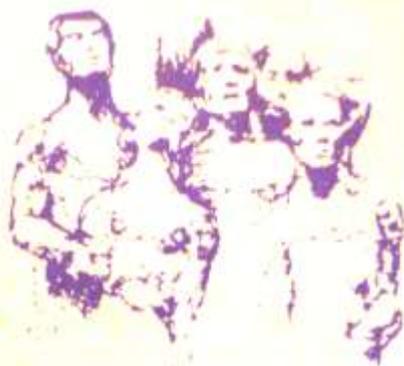
P.J.

ment, une situation inextricable à la tête de l'Etat. Dès lors, envisager, comme le font le Parti socialiste et la droite, que cette situation ne se produira pas, que la France puisse être dirigée à la fois par un président socialiste et par un gouvernement de droite, c'est admettre que leurs politiques ne diffèrent pas fondamentalement. Et c'est un fait : sur l'essentiel, ils sont d'accord ! »

Selon le secrétaire général du PCF, « le mot « cohabitation » est

La fin du feuilleton

**CETTE
SEMAINE :**



**FERNAND
GRANIER :**

UN HOMME DE LIBERTÉ

Pour une machine à écrire il se retrouvera déporté en Algérie. La machine à écrire n'avait rien de particulier mais son propriétaire était communiste...

Menottes aux poings il quitte Caylus le 21 janvier 1941 pour le camp de St-Sulpice La Pointe. Fernand Granier allait vers ses 48 ans. Il était de Laguëpie et y fut employé jusqu'en 1939

du mal à trouver un travail lui permettant de gagner de quoi subsister. C'est finalement un garagiste de la ville qui va l'employer.

Son activité dans la résistance fait qu'à la libération il est au Comité de Libération de la ville. Il va s'occuper du fonctionnement de l'entreprise BOMAP qui fabrique des boulons de précision. Le

Les Nouvelles n°144 du 26 janvier 1984

Pour une machine à écrire il se retrouvera déporté en Algérie. La machine à écrire n'avait rien de particulier mais son propriétaire était communiste...

Menottes aux poings il quitte Caylus le 21 janvier 1941 pour le camp de St-Sulpice La Pointe. Fernand Granier allait vers ses 48 ans. Il était de Laguépie et y fut employé jusqu'en 1936 comme secrétaire de mairie. Licencié par le maire, il devra partir et c'est à Marsillargues que la guerre le trouvera. Après la destitution de la municipalité communiste de Marsillargues il doit quitter la commune et revient donc à Caylus chez celle qui fut sa seconde femme.

Par nostalgie ou pour chercher un contact il va de Caylus faire un saut à Laguépie. Mais il sera dénoncé et sera donc arrêté.

Beaucoup se souviennent encore aujourd'hui de ce militant infatigable qui, de 1925 à 1936, parcourut une bonne partie de son département pour porter la bonne parole communiste. Candidat aux législatives de 1928, 1932 et 1936, il contribuera sans conteste au développement de l'électorat communiste dans sa circonscription.

Concernant la période 1940 et début 1941, on ne peut rien dire sur une éventuelle activité si ce n'est qu'il était en contact avec Durou. On peut penser qu'il était également en contact avec le camp de Caylus mais rien de précis.

Après son arrestation son itinéraire sera simple.

Camp de Saint-Sulpice, puis déportation en Algérie à la maison Carrée et au Camp de Bossuet. D'autres ont raconté la vie des déportés en Algérie (par exemple Louis Molinier) mais, concernant F Granier, il faut évoquer un fait particulier qui va lui rendre le séjour dramatique.

Il avait participé en tant que marin à la première guerre mondiale et son bateau avait été torpillé. Il dut la vie à une bouée à laquelle il s'accrocha des heures avant d'être repêché.

Ce séjour dans l'eau froide lui causa bien des ennuis de santé et le séjour en Algérie n'avait rien pour lui réussir. Avec la libération de l'Algérie il bénéficia de sa propre libération en janvier 1943. Il va se retrouver en résidence surveillée à Villefranche de Rouergue. Comme beaucoup de communistes, il eut du mal à trouver un travail lui permettant de gagner de quoi subsister. C'est finalement un garagiste de la ville qui va l'employer.

Son activité dans la Résistance fait qu'à la Libération il est au Comité de Libération de la ville. Il va s'occuper du fonctionnement de l'entreprise BOMAP qui fabrique des boulons de précision. Le patron de cette entreprise M. Savignac était un dirigeant cantonal de la milice.

Mais les souffrances endurées au cours d'une exemplaire vie militante ne lui permirent pas d'atteindre ses 55 ans. En effet, un soir de novembre 1946 (il était né le 26 mars 1893 à Mirandol dans le Tarn), la nouvelle de sa mort traversa la ville de Villefranche-de-Rouergue et alla bien vite jusqu'à Decazeville, Aubin et tout le bassin minier et ils furent des centaines à venir lui rendre le dernier hommage.

Cette biographie, volontairement sommaire, devrait être mise en rapport avec un village : Laguépie, et deux hommes (Ginestet et Mercadié). Nous avons déjà évoqué Aristide Lafon de Castel qui fut arrêté en 1939, il était originaire lui aussi de Laguépie. Ce village ayant dès 1920 un maire communiste, Mercadié, est donc assez exceptionnel. Pas très loin de Cordes et de cette partie du Tarn il entre dans la zone d'influence de Jaurès dont le père de Fernand Granier, Auguste Granier, était un des admirateurs. Mais ce village n'était pas très loin du bassin minier de Decazeville et, dans la zone d'influence d'un militant communiste, important dans notre région : Ginestet.

Au carrefour de ces influences Fernand Granier aura puisé les forces pour mener le combat communiste.

On sait que certains s'obstinent, contre les faits les plus

évidents, dans la basse accusation portée à l'encontre des communistes de n'avoir fait acte de Résistance qu'après l'invasion de l'URSS. La vie de F. Granier, son arrestation du 21 janvier 1941 ainsi que celle de dizaines de communistes (voir nos 2 derniers articles) témoignent de façon éclatante du contraire.

N°206 1^{er} Mai 1985

LITTERATURE OCCITANE

Ah bon ça existe ! Europe y consacre son dernier numéro ! Il y a trois ans déjà que la revue «Europe » annonce une telle parution ce qui montre la difficulté de l'entreprise. La difficulté ne vient pas à mon sens du manque de matière mais de la division extrême du monde occitan. Il faut donc lire ce numéro comme un témoignage important d'une littérature en mouvement. F.M. Castan y évoque d'une part la perspective occitane et d'autre part deux écrivains importants : Nelli et Boudou. On y trouve aussi une analyse sérieuse de la revue « Oc », petite par le format, grande par son âge (62 ans) et représentative de toute l'écriture occitane.

Robert Lafont s'y trouve aussi de deux manières : par un itinéraire et par une traduction de 5 pages de son dernier roman « La Festa » (plus de 1000 pages).

Il présente aussi la partie poésie occitane où il y a à la fois les textes en occitans et les traductions françaises.

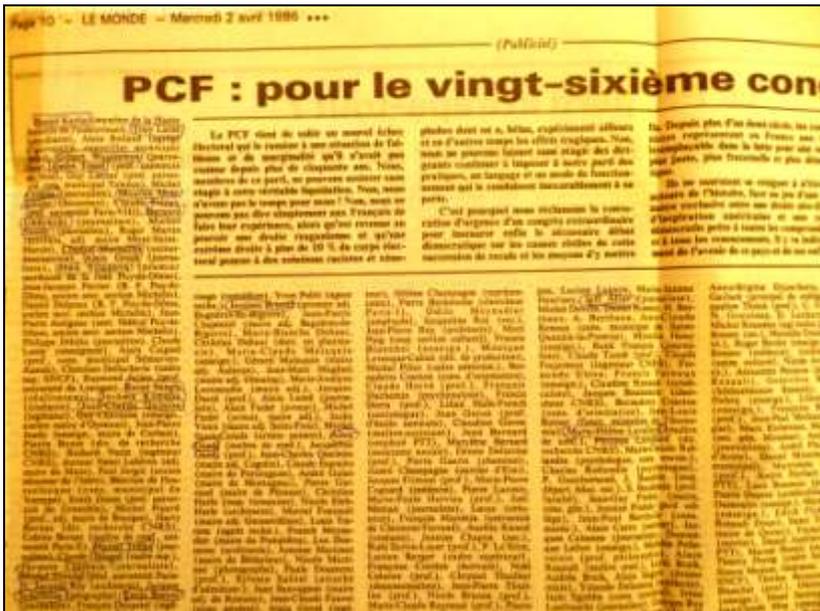
D'autres noms connus surgissent : Allier, Manciet, Benedetto, Auzias et d'autres qui le sont moins pour moi Casanova, Vernet, Catherine Bonafé ... J'arrête là ma description pour poser cette question simple : pour qui est ce numéro d'« Europe » ?

Pour les cercles fermés d'occitanistes de légende ? Pour les nostalgiques de la G.L.O. (Grande littérature occitane) ? Pour les fantaisistes de mon espèce ? Cherchez par vous-mêmes soit

en achetant (1) la revue soit en la lisant gratuitement à la bibliothèque municipale. Je crois que le débat qu'il peut y avoir sur le sujet dépasse de loin ceux qui veulent se l'approprier. Cette phrase concluant l'article d'ouverture peut déjà questionner : « le seul lieu réel où la langue occitane existe face au monde c'est celui où elle est consignée : nos livres et nos revues. Et c'est peut-être assez. » N'ai-je plus qu'à revenir lire lo « Manjatèmps » de Joan Maria Auzias ?

J-P Damaggio

(J'avais oublié cet article et, ce n'est pas sans une immense émotion que je le retrouve à côté du dernier article que Gérard Tartanac a donné au PCF.)



Damaggio Jean Paul
Ecole maternelle de Pomponne 82000 Montauban

A Alain Raynal secrétaire fédéral du PCF

Bonjour,

Tu t'en doutes, car je n'ai jamais caché mes idées je suis pour la convocation d'un congrès extraordinaire du PCF.

Je préfère l'écrire que le dire, car les dires sont naturellement déformés.

Devant l'évènement considérable que représente notre passage en dessous de 10%, devant la réaction de la direction du parti qui fait déjà regretter à des électeurs communistes d'avoir voté communistes en 1986, je considère qu'un débat profond devrait s'engager dans tout le parti et ce débat ne peut exister que dans le cadre d'un congrès véritable.

J'entends des communistes dire:

- mais que proposent "les contestataires"? (sous-entendu ils ne proposent rien).

Je ne prétends à rien. Je n'ai ni remède miracle à proposer ni solution toute faite. Je refuse simplement un certain nombre de pratiques comme celle qui oblige à la lecture de la presse "bourgeoise" pour savoir la diversité des réactions communistes face aux évènements.

Car je considère :

-que Michel Voyelle que j'apprécie depuis longtemps est un communiste

-qu'André Tossel en publiant Praxis aux Editions sociales a fait œuvre de communiste

-que Tony Lainé et Daniel Karlin sont trop bien connus pour que je te dise ce que j'en pense

-que j'avais vu partir avec regret Gilbert Wasserman de

Révolution et que je suis bien content qu'il fonde avec le philosophe Henri Lefebvre une revue

-qu'Alain Amicabille avait eu le grand mérite de laisser entrer un journaliste de Révolution (Numéro 226) dans son Comité Fédéral ce qui lui a coûté sa place au Comité Central car j'imagine...

Mais qu'importe à la direction du parti la liste des personnes qui demandent un congrès extraordinaire donc inutile de la continuer...

Le congrès extraordinaire se justifiait beaucoup plus en 1974 et quant à l'avenir nous irons tranquilles vers les élections présidentielles de 1988 en préparant tranquillement la candidature de Georges Marchais (à moins que Fiterman ait fait son trou) qui obtiendra sans problème 5% des voix ce qui sera un force qui compte pour un avenir socialiste.

Je n'ai jamais eu l'obsession des résultats électoraux mais celle de l'action constructive et efficace. Je considère donc aujourd'hui que pour avoir un esprit constructif il faut proposer avec force la tenue d'un nouveau congrès dont je n'attends pas des miracles mais qui peut seul éviter l'effondrement d'une organisation qui demain avec les projets de loi électorale de la droite n'aura que 5 députés et si encore les désistements ont lieu.

La présentation du dernier CC dans l'Huma a été aussi lamentable que possible. Un seul sujet de demi-étonnement : l'abstention de Claude Llabrès.

J'écris demi-étonnement car j'ai fini par remarquer que depuis 1980 l'ensemble des dirigeants communistes qui me satisfaisaient, passaient à la "contestation".

Je n'ai pas dit que j'approuvais car je n'approuve pas forcément Juquin (je suis allergique aux parisiens) mais « ceux qui me satisfont », dans le sens où ils se battent avec l'inverse de la langue de bois.

J'avais eu la chance d'écouter Marcel Rigout à Villebrumier en 1977 ou 1978.

J'ai le compte-rendu de cette réunion car j'avais été ébloui. Ce n'est pas un truc que je ressors avec le recul mais une constatation du moment.

Et par le journal le Monde j'ai appris qu'un des slogans de Rigout pendant sa dernière campagne électorale était en occitan de quoi faire rêver le militant occitaniste que je suis.

De la même façon, ce n'est pas parce que Vovelle a signé un texte pour demander un 26 ème congrès qu'il me devient sympathique, mais je suis simplement frappé par cette cohérence qui me fait aimer Vovelle et qui me fait me retrouver sur ses mêmes positions quant aux évènements présents.

Je ne suis pas régionaliste à cause de Damette mais il se trouve que...

Donc bravo à l'Huma : voilà au moins un journal qui sait garder ses secrets !

Pour ma part mes idées non pas de secret et c'est en claire conscience que j'en viens à demander ce congrès extraordinaire. Personne ne m'empêchera d'être communiste. A l'école normale de Montauban j'étais considéré comme communiste bien avant mon adhésion et demain je serais toujours fier d'être considéré comme communiste même si nous sommes à 5% et même si la direction de mon parti n'est pas à la hauteur de ses responsabilités.

J'ai appris ce qui l'en coûtait, dans le parti, à un communiste de dire ce qu'il pense et d'assumer des responsabilités. Si j'ai pris l'habitude d'écrire c'est aussi pour ça.

Ce qu'on me fait dire est une chose ; ce que j'écris c'est ce qui compte, et ce que je conserve pour les nostalgiques des procès.

Je sais que tu n'en es pas mais dans la fédération ils ne sont pas pour autant absents.

Fraternelles salutations. Montauban le 26-3-1986